



Rouge



M 1578 N°1068 6F | Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale) | du 17 au 23 Juin 1983

19 JUIN

J'  LA PAIX

JE COMBATS
L'IMPERIALISME

REPERES

AFRIQUE DE SUD

Les racistes pendent trois noirs

UNE fois de plus le régime de Pretoria vient de péter trois meurtres : Simon Mogerane (23 ans), Jerry Mosololi (25 ans) et Marcus Motaung (27 ans). Ils sont venus s'ajouter à la liste déjà trop longue des martyrs de la lutte contre l'apartheid. Malgré les protestations internationales, le pouvoir blanc d'Afrique du Sud s'est permis cette nouvelle provocation (en grâciant trois autres militants de l'African National Congress eux aussi condamnés à mort) à une semaine du septième anniversaire des émeutes de Soweto.

Il y a en effet tout juste sept ans que la jeunesse et la classe ouvrière lançaient un nouveau défi au régime en refusant l'enseignement en afrikaans, langue de l'oppressé.

Balthazar Vorster, le Premier ministre de l'époque, engageait une répression particulièrement féroce faisant plusieurs centaines de morts. Le premier s'appelait Hector Petersen et était âgé de 11 ans. Le régime interdisait par la suite les organisations de la Conscience noire. Parmi les centaines d'emprisonnés, l'un de ses leaders, Steve Biko, était assassiné en détention.

Cela n'a pourtant pas eu l'air de rebuter A. Ferrasse, président de la Fédération française de rugby, qui était reçu par les autorités quelques heures après les exécutions, qu'il appelle « un malheureux concours de circonstances ». Selon lui « le gouvernement [sud-africain] cherche en ce moment à faire évoluer une situation qu'un terrorisme aveugle ne changera pas ». Voilà quelqu'un qui n'a pas l'estomac délicat.

GAI(E)S
3^e marche
nationale
des lesbiennes
et homosexuels

LA semaine internationale d'affirmation homosexuelle, c'est l'équivalent du 8 Mars des femmes : les « gays » de New-York ont, durant quatre jours, affronté les policiers fin juin 1969, marquant la renaissance du mouvement homo. Depuis, cet anniversaire est célébré tous les ans.

En France, ce sera la troisième marche nationale qui sera organisée à cette occasion. Après avoir réuni 10 000 personnes en 1981 contre la loi antihomo et pour battre Giscard, puis 12 000 l'an dernier, les organisateurs espèrent se retrouver plus nombreux encore à Montparnasse le 18 juin à 15 heures, puis, en soirée, au gala de la Mutualité.

Grande innovation pour le « cru 1983 » de la marche : elle est unitaire. Au CUARH (Comité d'urgence antirépression homosexuelle) organisateur les deux années précédentes, se sont joints l'ensemble des composantes du mouvement, tous les groupes, les lieux associatifs, les journaux et radios : le tract d'appel est signé par plus de 70

composantes ! Personne ne manque à l'appel.

Evidemment une si large unité ne va pas sans problèmes. Rivalités intergroupes d'abord, mais surtout problèmes politiques : les divergences sont multiples, les projets commerciaux ou militants se heurtent, dans un monde aussi hétéroclite que celui des gai(e)s, traversé par les clivages sociaux. Mais il est très positif que cela n'empêche pas de se retrouver ponctuellement pour manifester ensemble.

Et ce mariage, scellé par une association, le CHLOEGH, doit durer jusqu'à l'automne : des états généraux des homosexualités (d'où le bizarre sigle de l'association) vont être organisés dans la foulée de la marche nationale. Ce vaste projet est indispensable : le monde gai bouge, le militantisme traditionnel marque le pas (mais ne recule pas), il est relayé par des lieux associatifs et des médias gays (émissions de radio et journaux) dont le développement est spectaculaire. L'homosexualité a été imposée comme un fait social et politique, qui oblige à réfléchir aujourd'hui sur les perspectives, incertaines depuis 1981. Certes, il faut continuer à exiger du gouvernement des mesures législatives ou réglementaires, et en premier lieu l'extension à l'orientation sexuelle des lois antiracistes (le CUARH a fait de cette cam-

pagne son axe prioritaire cette année).

Mai au-delà, comment lutter contre l'intégration commerciale, les racismes internes (contre les vieux, les Arabes...), l'enfermement dans un ghetto, dans une étiquette ? Autant de questions pour les états généraux.

C'est tout cela qui est à la clé de la réussite de la marche nationale : maintien de l'unité, tremplin pour la réussite des états généraux, affirmation d'un pôle militant, autour du CUARH, mais aussi d'autres composantes, qui prépare le débat parlementaire de l'automne sur la loi antisexiste, et enfin expression de la solidarité internationale avec les gays d'Iran, d'Argentine, de Cuba ou d'ailleurs, toujours victimes de persécutions en raison de leur homosexualité.

Jean Boyer

MARSEILLE
Defferre face
aux éboueurs

Les éboueurs sont en lutte à Marseille. Ils réclament la réduction de l'étalement des congés (de juin à septembre, au lieu de mai à octobre), le maintien de la prime de nuit dans leur salaire des congés, le paiement des heures de grève.

Le mouvement a débuté par un vote quasi unanime en assemblée générale. A bulletin secret, sur demande de la CGT-FO. Mais c'est la CGT qui a déposé le préavis de grève après le refus de Force ouvrière d'accomplir cette démarche !

Négociation au téléphone le 27 mai avec Defferre : « Si vous nettoyez la ville d'ici lundi, dit-il, le premier adjoint négociera avec vous. »

Mais le nettoyage fait, la délégation élue par les éboueurs n'aura droit qu'à un long palabre de l'adjoint (trois heures), sans résultat !

Le 13 juin, une nouvelle assemblée générale a voté la reprise de la grève.

Defferre devrait négocier. Créer des emplois. Fera-t-il, au contraire, appel à l'armée pour briser la grève, se demandent nombre de grévistes, comme il l'a fait en 1976 ?

SAINT-DENIS
Campagne
antiraciste

Les Quatre heures contre le racisme à Saint-Denis (voir Rouge n° 1067) ont été un succès. Trois cents personnes étaient présentes. Français et immigrés se côtoyaient dans la Maison des jeunes. Des débats riches, dans les com-

missions comme durant le débat central. Un large accord se fit sur la nécessité d'une campagne antiraciste sur la ville. Une liaison permanente s'est mise en place entre le MRAP qui organisait la soirée et les nombreuses organisations qui soutenaient cette initiative, ainsi qu'un groupe de travail « jeunesse-école, contre le racisme ». Un bon départ.

RENAULT
BILLANCOURT
Les excuses
du chef d'équipe !

Tous les ans, pour le Ramadan, les travailleurs de nuit demandent que le casse-croûte du matin soit décalé d'une heure. Revendication acceptée par la direction.

Mais un chef d'équipe, à l'atelier 54, c'est un nazi-lon notoire, a vu cela d'un mauvais œil : injures racistes, menaces de meurtre, du style « liquider tout ça à la mitraille »...

Les travailleurs français et immigrés, ont réagi immédiatement. Ils ont exigé que cet individu ne travaille plus, sous leurs yeux, au département 12.

Prévenant que « chaque fois qu'il apparaîtrait, ils se mettraient en grève ».

Après une vive discussion avec la direction, les grévistes ont repris le travail. Ils avaient obtenu satisfaction. Le chef d'équipe est déplacé. Le temps de grève leur a été payé... et le chef d'équipe est venu présenter ses excuses.

La CGT Billancourt conclut dans un tract du 8 juin : « A l'exemple des travailleurs des presses, la CGT vous appelle à la plus grande fermeté et à riposter massivement à chaque manifestation du racisme. » Une bonne consigne !

QUIMPER
Front national :
forfait !

« Le 11 juin 1983, l'organisation d'extrême droite, le Front national, de Le Pen, a la prétention de tenir un meeting à Quimper. Ces individus n'hésitent pas à se revendiquer de l'émule de Mussolini, Valerio Borghese, et de Bastien Thierry, activiste fasciste de l'OAS (...)

« Sans les surestimer, il serait irresponsable de les laisser dire et faire leurs sales besognes sans réagir énergiquement et dans l'unité. Aucune organisation ouvrière, humanitaire, démocratique, aucun antifasciste ne peut rester sans réagir à la tenue de ce meeting provocateur », expliquaient dans un tract la Ligue des droits de l'homme, la LCR, le PSU, la

Fédération anarchiste, Skol an Emsav, l'UDB, le Planning familial de Quimper... Le meeting en question ne s'est pas tenu. Introuvable.

On lisait pourtant bien dans Ouest-France du 3 juin : « Le 11 juin à Quimper, meeting

du Front national. (...) La section Valerio Borghese, qui regroupe les membres du Front national finistérien, a obtenu pour son meeting l'appui de la section morbihannaise Bastien Thierry. (...) Ils n'ont pas pointé leur nez !

POINT DE MIRE

CHILI

La journée
de protestation
du 14 juin

LA deuxième « journée de protestation » organisée contre la dictature qui règne depuis déjà presque dix ans au Chili s'est tenue le mardi 14 juin.

Mais après celle du 11 mai, bien de choses ont changé. Cette fois, l'appel était lancé par un « Commandement national des travailleurs » formé il y a trois semaines par l'ensemble des organisations syndicales ayant une existence officielle et le regroupement de dirigeants des formations politiques.

Les initiateurs de l'appel se sont fixés comme première échéance de s'entretenir avec l'ancien membre de la junte militaire, Gustavo Leigh.

En désaccord avec la concentration du pouvoir entre les mains de Pinochet, Leigh avait dû démissionner de ses fonctions. Chef de la force aérienne au moment du coup d'Etat, c'est lui qui commanda le bombardement du palais présidentiel, où Salvador Allende trouva la mort.

Mais aujourd'hui, à l'issue de la réunion avec les syndicalistes, il a exprimé sa décision de participer « en simple citoyen » à la journée du 14 juin.

Pourtant, sa prise de position n'est pas du tout celle d'un citoyen comme un autre. Elle va dans le sens de faire la liaison entre l'opposition civile et les secteurs mécontents à l'intérieur des forces armées, objectif dé-

claré de tous les opposants au régime de Pinochet.

C'est sur cette toile de fond que s'est développée la journée de protestation du 14 juin.

A cette heure, il est difficile de mesurer avec précision l'ampleur de la mobilisation. Les premières informations prouvent cependant que l'appel a été suivi massivement. La radio fait état de plusieurs centaines de milliers de manifestants, les transports en commun étaient partiellement arrêtés, les cadences ralenties dans les usines, les écoles désertes. Des manifestations éclairs se sont tenues partout avec les traditionnels concerts de casseroles.

La répression de la dictature a été manifestement plus dure que lors de la journée du 11 mai : 350 arrestations ; parmi elles, celle du principal dirigeant, Rodolfo Seguel ; la radio annonçait également deux morts.

Cependant, la réussite de cette journée de mobilisation a montré l'étendue du mécontentement de toutes les couches sociales contre Pinochet.

De plus, les travailleurs ont montré à plusieurs reprises, leur disposition au combat. C'est sur eux qu'il faudra compter pour que la démocratie à construire ne se transforme pas en piège contre ceux qui ont tant souffert. Il est décisif de les soutenir et de développer la solidarité internationale la plus large face aux affrontements à venir.

Soutien financier à la LCR

NOM

Prénom

Profession

Adresse

(chèque à l'ordre de la LCR)
A retourner à Michel Rousseau,
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil

je verse F

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	Nom :
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	450 F	Prénom :
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DEL'HEBDO « ROUGE » 6 mois = 24 numéros	150 F		Adresse :
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	140 F	160 F	Formule choisie : <input type="checkbox"/>
			Réglement à l'ordre de PEC 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Tél : 859 00 80

Rouge

• Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)
• Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
• Directeur de la publication : Robert March
• Commission paritaire : 63922
• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



Pour la paix, faire échec à l'impérialisme

COMME il y a un an, des dizaines de milliers de jeunes et de travailleurs vont se rassembler à Paris le 19 juin pour exprimer leur opposition à la course aux armements. On ne peut que se féliciter de cette initiative. Mais on doit déplorer qu'une fois de plus les organisations ouvrières ne manifestent pas ensemble contre les risques de guerre qui pèsent sur la planète.

La France, comme ses voisins, est pourtant concernée par l'implantation en Europe, à la fin de cette année, de 108 fusées Pershing et de 464 missiles Cruise. Ronald Reagan a bien indiqué quels étaient les objectifs de cette modernisation du potentiel atlantique : « Une guerre nucléaire limitée en Europe ne dégènerait pas nécessairement en un conflit mondial si l'Union soviétique a la certitude que les Etats-Unis sont capables de la détruire. » C'est clair, pour les stratèges du Pentagone et de l'OTAN, le vieux

continent n'est qu'un champ de bataille potentiel. Peu leur importe qu'un conflit entraîne sa destruction totale ou partielle.

Contre l'OTAN et le Pentagone

Dans toute l'Europe, c'est par millions que les populations se dressent pour dire non aux plans de l'OTAN et aux euromissiles américains. Ce faisant, elles rejettent sans ambiguïté la propagande atlantiste selon laquelle les troupes soviétiques menaceraient de déferler sur les pays occidentaux. Les faits leur donnent raison.

Le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) estime par exemple qu'entre 1971 et 1980, l'Amérique a dépensé 1124 milliards de dollars pour sa défense, soit 11 % de plus que l'URSS. L'OTAN a,



et, s'en prend aux avantages acquis des salariés, tandis que Mauroy annonce un nouveau tour de vis prochainement. Les sommes fabuleuses dépensées pour des engins de destruction ne seraient-elles pas mieux employées à la satisfaction des besoins sociaux les plus urgents ?

Faire entendre notre voix

Les travailleurs n'ont pas élu Mitterrand, ils n'ont pas donné une majorité absolue au PS et au PC pour mener une politique qui accentue les risques de guerre et contribue à dégrader le niveau de vie du plus grand nombre. Le bilan des deux dernières années montre que c'est par la mobilisation qu'il faut imposer une autre politique.

Entraver les préparatifs de guerre, c'est aujourd'hui empêcher l'installation des Pershing et des Cruise. Mais au-delà, la véritable solution aux menaces d'holocauste nucléaire réside dans le désarmement des puissances occidentales — à commencer par la France — et dans le démantèlement de l'Alliance atlantique, coalition contre-révolutionnaire qui ne concourt nullement à la sécurité des peuples. C'est ce qu'ont parfaitement compris le Labour Party, les syndicats et le mouvement antiguerre britanniques (voir page 6).

Ce sont ces principes qui devraient inspirer l'action d'un gouvernement agissant dans l'intérêt des peuples. Qu'on imagine l'écho d'une initiative de désarmement unilatéral venant de Paris. Toute la stratégie de l'OTAN en serait ébranlée. Les possibilités de l'action de masse s'en trouveraient démultipliées tant il est vrai que cela démontrerait aux yeux de tous que le désarmement permet de dégager des ressources nouvelles, ressources pouvant satisfaire l'aspiration au bien-être de la jeunesse et du monde du travail.

Le PCF, principale force à soutenir le rassemblement du 19 juin, contourne cette question essentielle lorsqu'il propose la participation de la France et des autres pays européens aux négociations de Genève. Car qui peut garantir que le gouvernement français y développerait une autre ligne que celle qui l'a amené à paraphraser la déclaration de Williamsburg, consacrant l'extension de la zone de compétence de l'OTAN ?

Pour leur proposition, les dirigeants communistes veulent surtout éviter d'entrer en conflit avec l'Elysée. Ils cherchent à faire oublier qu'en dépit de leurs critiques, ils sont amenés à soutenir, dans le cadre de la solidarité gouvernementale, la diplomatie la plus atlantiste de ces vingt dernières années. Ainsi, les députés du PCF, s'ils se sont abstenus sur le préambule de la loi de programmation militaire, n'en ont pas moins adopté l'ensemble des dispositions concrètes.

La LCR participe au rassemblement du 19 juin. Elle s'y battra pour le désarmement unilatéral des métropoles occidentales, contre l'arsenal militaire français et pour la solidarité avec les mouvements pacifistes indépendants d'Europe de l'Est. Comme le 25 octobre 1981, comme le 20 juin 1982, elle entend également s'y exprimer en faveur de la construction d'un mouvement antiguerre embrassant toutes les composantes du mouvement ouvrier et démocratique et débouchant sur une mobilisation de masse à l'automne, coordonnée avec les forces qui combattent dans le même sens au-delà de nos frontières.

Christian Picquet



de son côté, déboursé 1881 milliards de dollars, soit 69,3 % de plus que le Pacte de Varsovie. Un certain nombre d'opposants des pays de l'Est contestent eux aussi la thèse impérialiste. Ainsi, le philosophe originaire de RDA Rudolf Bahro écrit-il : « L'Union soviétique s'est toujours avérée en retard en matière de technologie militaire (...) Elle n'a rien d'équivalent aux missiles Cruise qui s'adaptent à la conformation du terrain et sont capables de voler sous les défenses-radars de l'ennemi. »

Depuis Hiroshima, ce sont toujours les dirigeants impérialistes qui ont relancé la course aux armements, pour faire face aux difficultés de leur système. Et pour se justifier, ils utilisent toujours l'argument d'une prétendue supériorité du bloc adverse. Daniel Ellsberg, ancien conseiller aux affaires nucléaires du président Kennedy pendant la crise avec Cuba en 1961, indiquait récemment : « En 1961, alors qu'on faisait croire à l'opinion que les Russes étaient bien plus puissants nucléairement que les Etats-Unis, l'URSS avait en tout quatre fusées intercontinentales utilisables, face aux 189 fusées intercontinentales et aux 2 000 avions intercontinentaux des Etats-Unis. »

Le surarmement va de pair avec une impitoyable offensive d'austérité. Aux USA, pour combler l'énorme déficit budgétaire qui résulte des dépenses militaires (plus de 175 milliards de dollars en 1983), l'administration opère des coupes claires dans les budgets sociaux, accentuant du même coup le chômage. Il y a 12 millions de sans-emploi outre-Atlantique et l'on ne compte pas moins de 60 millions de pauvres recensés.

Contre l'effort de guerre français

Au sein du bloc occidental, Paris se trouve aux avant-postes de l'effort de guerre. La récente loi de programmation militaire engage notre

pays à dépenser 830 milliards en cinq ans pour son armement. Dans le même temps, le gouvernement multiplie les manifestations d'allégeance à la politique de Reagan : discours du Bundestag, sommet de Williamsburg, etc.

Pour la première fois depuis dix-sept ans, la session ministérielle du Conseil atlantique s'est tenue en grande pompe les 8 et 9 juin dans la capitale. Pierre Mauroy n'a pas caché à cette occasion qu'il s'agissait d'une réintégration déguisée dans l'OTAN : « C'est parce que la France veut que sa solidarité puisse être exprimée sans retard, une fois la décision politique prise en toute indépendance, qu'elle a entrepris de nouveaux efforts de réorganisation de ses forces, comme en témoigne notre projet de loi de programmation militaire... »

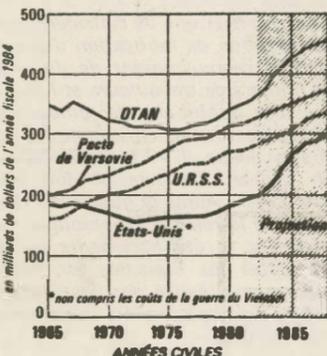
Plus aucun doute n'est donc permis. La mise au point du missile sol-sol Hadès (capable de frapper les forces de l'Est à 350 kilomètres de distance) et la création d'une force d'assistance rapide (FAR) composée de 50 000 hommes, vont dans le sens d'une insertion croissante de la France dans le dispositif atlantique.

Cette politique est choquante et intolérable. Choquante, parce qu'elle cautionne la croisade ultra-réactionnaire de Reagan et conduira inévitablement nos gouvernants à appuyer toutes les aventures du Pentagone. Elle les conduira demain à faire bloc avec lui contre les révolutionnaires d'Amérique centrale. Car on ne peut soutenir la citadelle impérialiste quand il est question des rapports Est-Ouest et heurter ses intérêts dans les pays semi-coloniaux.

Intolérable, car pour financer l'arme nucléaire ou le corps expéditionnaire français, on demande à la population laborieuse de se serrer un peu plus la ceinture. Le budget militaire augmentera de 6 % en moyenne tous les ans. Plus de 250 milliards de francs seront déboursés au cours des cinq prochaines années pour maintenir notre quinquennat à un niveau crédible. Pendant ce temps-là, Delors applique son plan de rigueur

La menace soviétique démentie par le gouvernement US

Ce graphique n'est pas un faux produit par le KGB. Non, il s'agit d'un document officiel du gouvernement américain. Notons au passage qu'il ne prend pas en compte le coût exorbitant de la sale guerre impérialiste en Indochine. On sait par ailleurs que les statistiques officielles américaines sont truquées par divers procédés : projection fantaisiste du coût supposé de l'effort militaire soviétique à partir de critères empruntés au système américain (un conscrit soviétique est, par exemple, censé coûter aussi cher qu'un professionnel américain), dépenses militaires camouflées sous diverses affectations, comme dans la plupart des économies capitalistes, etc. C'est dire à quel point l'argument central de la propagande impérialiste sur



l'effort militaire soviétique se dégonfle comme une baudruche dès lors que l'on y regarde de plus près.

J.-L. M.



Désarmons aussi français

• Cinq raisons de démanteler notre propre arsenal militaire

1 Efforts militaires : soutien aux plans impérialistes

CONTRAIREMENT aux allégations selon lesquelles il s'agirait d'assurer « l'indépendance de la France », l'effort militaire du gouvernement est le plus sûr moyen d'assujettir notre pays aux plans et systèmes du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN). Depuis son arrivée au pouvoir, pour rétablir la suprématie du bloc impérialiste, Reagan exhorte ses alliés à accroître leurs dépenses militaires à l'instar de ce qui se passe outre-Atlantique. En décembre

1979, la session ministérielle de l'OTAN prit deux décisions : l'installation des Pershing et des Cruise sur le vieux continent ainsi que l'augmentation du budget militaire des pays alliés de 3 % en termes réels tous les ans. Avec la loi de programmation militaire, les autorités françaises s'adaptent à cette imposition, puisque les dépenses consacrées à la défense s'accroîtront de 6 % annuellement jusqu'en 1988. Les dispositions concrètes de cet-

te loi permettent, de surcroît, d'intégrer plus étroitement la France dans l'alliance impérialiste. Le missile Hadès — dirigé contre les unités du Pacte de Varsovie — relaie les missiles nucléaires tactiques de l'OTAN, et la force d'assistance rapide (FAR, 50 000 hommes) est destinée, comme l'indique Charles Hernu, à « marquer notre capacité d'engager en Europe, à l'endroit et au moment choisis, des moyens classiques ».

menace d'un recours à l'arme atomique relèverait purement et simplement de la barbarie. Ensuite parce que la stratégie française étant « anticités », ce type d'armements procède d'un terrorisme d'Etat qui consiste à prendre en otage les populations civiles d'autres Etats. Ce qui ne

peut qu'être condamné par les partisans du socialisme et de l'émancipation du genre humain. Enfin, l'entretien du feu atomique tricolore est ruineux. Sa simple maintenance à un niveau suffisant de crédibilité suppose une participation toujours plus importante à la course à la guerre.

2 Crédits militaires : austérité et chômage

DANS tous les pays impérialistes, le surarmement entraîne l'aggravation de l'austérité. Contrairement à certaines interprétations, les dépenses militaires créent beaucoup moins d'emplois que des sommes équivalentes affectées aux industries civiles. Ainsi aux Etats-Unis, il est officiellement établi qu'un milliard de dollars procure 76 000 emplois dans le secteur militaire contre 187 000 dans l'éducation.

En France, des centaines de milliards sont investis dans la construction d'un arsenal nucléaire prétendument indépendant. En 1982, le bud-

get de l'armée y consacrait 35 milliards de francs. Cette année, ce poste a été augmenté de près de 25 %. De 1984 à 1988, 250 milliards doivent assurer la maintenance de la force de frappe. Et le ministre de la Défense explique maintenant que tout cela sera probablement réévalué à l'automne 1985.

Combien de crèches, d'écoles, d'équipements collectifs aurait-on pu construire avec de telles sommes ? Mais on préfère, pour financer ce gouffre sans fond, prendre dans la poche des travailleurs, rogner

leurs avantages acquis, s'en prendre au droit à la santé en faisant par exemple payer aux malades un forfait hospitalier, etc.

La loi de programmation militaire adoptée le 19 mai par les députés planifie une dépense de 830 milliards sur cinq ans. Par rapport à 1983, cela représente 35 milliards de plus par an, c'est-à-dire un peu plus que la moitié des ressources escomptées de l'application du plan de rigueur. En votant cette loi, la majorité s'est donc prononcée pour une super-austérité.

3 Arsenal militaire : risques de guerre

LA force de frappe ne protège nullement notre pays d'un conflit et n'a aucun pouvoir dissuasif. Dès sa mise en œuvre, il fut clair qu'elle restait dépendante de la citadelle américaine. De Gaulle déclarait notamment le 24 janvier 1963 : « Les principes et les réalités s'accordent pour conduire la France

à se doter d'une force atomique qui lui soit propre. Cela n'exclut pas du tout, bien entendu, que soit combinée l'action de cette force avec celle des forces analogues de nos alliés. » En outre, l'emploi de notre quinquillerie contre une autre puissance nucléaire serait suicidaire. L'Hexagone serait, selon toute pro-

babilité, rayé de la carte. La dissuasion « du faible au fort » est en réalité un leurre. Mais un leurre dangereux.

Notre arsenal nucléaire est inacceptable pour trois autres raisons. D'abord, parce que face à un pays non doté de moyens similaires, la

4 Ventes d'armes : exploitation du tiers monde

ON opposera à notre proposition d'un désarmement unilatéral de la France le fait que les ventes d'armes sont actuellement l'un des seuls postes excédentaires de notre commerce extérieur. Et en effet, elles ont progressé de 23 % en 1982. Il ne faudrait cependant pas oublier le revers de la médaille.

En poursuivant une politique aussi cynique qu'avant le 10 mai 1981 dans ce domaine, le gouvernement de la gauche contribue — tout comme Reagan et Thatcher — au pillage des ressources du tiers monde. Car l'essentiel de nos ventes d'engins de destruction (81 %) est réalisé avec les pays du Maghreb, du Moyen-Orient ou d'Afrique. La France a vendu à vingt-six pays le tristement célèbre missile Exocet. Des systèmes d'armes particulièrement sophistiqués — donc très coûteux — ont été cédés à des Etats au sous-développement endémique comme le Zaïre, le Gabon ou le Soudan qui ont acheté des Mirage V ou F, des Alpha Jet, des hélicoptères Puma, Alouette ou Gazelle, etc.

On connaît les conséquences d'une telle politique sur des pays dé-

jà surendettés. Parce qu'elle aboutit à la mise en circulation d'une énorme quantité de monnaie à laquelle ne correspond qu'une production non consommable, la course aux armements constitue un facteur inflationniste. Les pays les plus pauvres en sont évidemment les premières victimes puisqu'ils sont contraints de payer en dollars des marchandises toujours plus chères.

L'intensification des dépenses d'armement favorise un énorme gaspillage d'énergie et de matières premières (aluminium, cuivre, plomb, etc.) dont les pays dominés auraient le plus grand besoin. Enfin, le commerce des armes renforce la dépendance des zones sous-développées. Par le biais d'une technologie fortement influencée par la militarisation des métropoles de l'hémisphère nord, elle les oblige à suivre un mode de développement totalement inadapté à leurs besoins.

Devant des effets aussi dévastateurs, comment concilier la poursuite de ce juteux négoce avec le discours généreux du gouvernement sur le « nouvel ordre mondial » ? Ne vaudrait-il pas mieux renégocier les accords existants avec le tiers monde ?

5 Désarmement et reconversion : nouvelles ressources

UN processus de désarmement ne peut être conduit sans prendre en compte la situation des quelque 450 000 personnes employées ou dépendantes de cette branche d'industrie. Pour ne pas léser leur emploi, il conviendrait donc de la reconverter totalement.

Techniquement, cela ne pose pas de problèmes insurmontables, en raison notamment d'un haut niveau technologique permettant l'adaptation à des productions non militaires. Comme l'indiquait la CGT il y a un an : « Il est erroné de considérer que la cessation de fabrication d'armes crée le désœuvrement de dizaines de milliers de travailleurs et l'inutilité des matériels de production (machines-outils, installations et engins divers...). » La confédération en donnait d'ailleurs un fort bon exemple : « Après la guerre, dans le cadre de la relance économique, les arsenaux et établissements d'Etat de toutes les branches air, terre, marine ont réalisé des matériels à usage civil de première importance économique. »

Là ne s'arrête pourtant pas l'intérêt d'une reconversion. Car celle-ci permettrait de dégager de nouvelles ressources qui pourraient être affectées au développement de la consommation populaire, à la construction d'équipements sociaux ou d'hôpitaux, à la réalisation de nou-

velles conquêtes pour les travailleurs.

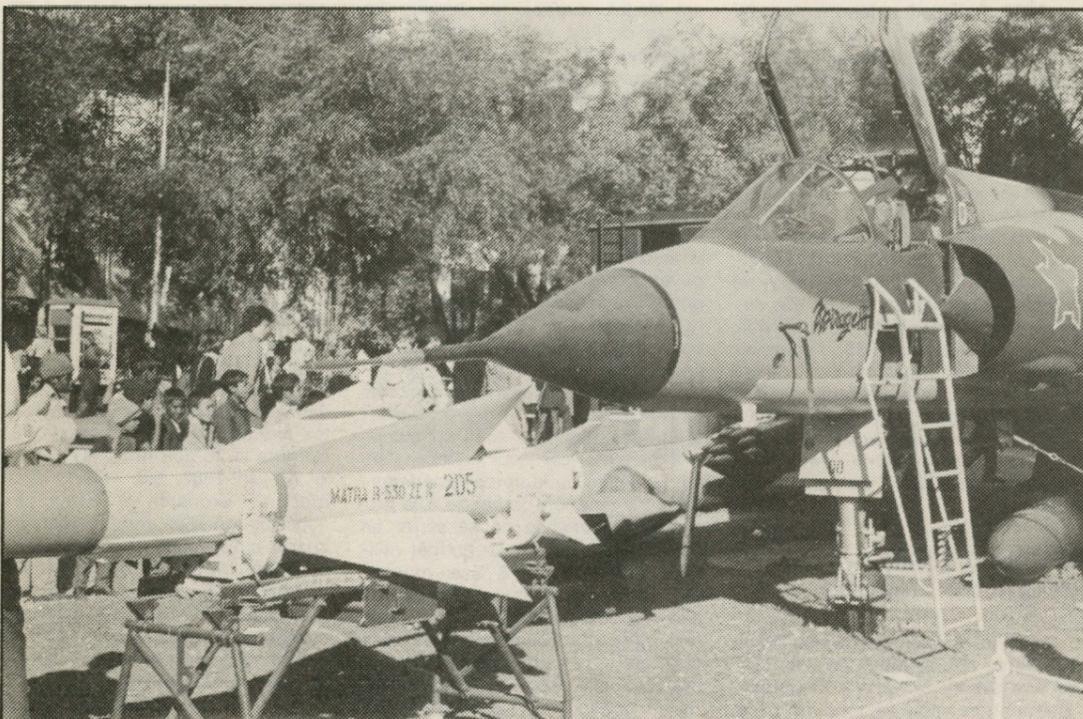
La réorganisation de la production ne serait pas seulement un moyen de maintenir l'emploi dans les secteurs concernés. Elle permettrait de diminuer le nombre global des chômeurs. Les travaux du Groupe pour le désarmement des Nations unies font, à cet égard, ressortir que la suppression d'un emploi dans le secteur militaire crée en moyenne deux emplois dans le secteur civil.

Ne cachons pas les difficultés. Une politique de reconversion nécessiterait une période transitoire d'environ deux ans pour planifier toutes les opérations. Elle devrait s'accompagner d'une certaine réorientation des dépenses publiques. Elle impliquerait de rompre avec la course aux profits juteux qui résultent de la production et de la vente des armes. Mais le jeu n'en vaut-il pas la chandelle ?

La France est aujourd'hui à la tête d'un potentiel de destruction équivalent à 4 000 Hiroshima. Les USA ont entre les mains les moyens de détruire vingt-deux fois la planète. L'histoire prouve qu'on n'accumule jamais impunément un tel stock sans que les possédants ne soient un jour tentés d'y recourir. L'action des peuples est dans ce cadre déterminante. Pour conjurer la guerre, il faut mettre hors d'état de nuire ses instigateurs.

Christian Picquet

Missile français Matra exposé devant un Mirage III, en Afrique du Sud.





Pourquoi un désarmement unilatéral ?

● En France, la gauche se proclame favorable à un désarmement « progressif, négocié et équilibré ». La LCR est résolument unilatéraliste.

DANS le vaste mouvement qui a pris son essor un peu partout en Europe occidentale, les « unilatéralistes », c'est-à-dire les partisans d'un désarmement nucléaire unilatéral se voient opposer toutes sortes de mauvais arguments. Parmi les formations de la gauche française, ce sont même les « bilatéralistes », c'est-à-dire les partisans d'un désarmement « progressif, négocié et équilibré », qui dominent. La LCR, s'inspirant de la grande tradition communiste, est unilatéraliste. Pourquoi ?

Désarmer partout l'impérialisme

Lutter pour la paix et le socialisme, c'est assurément aimer passionnément la vie et la paix, mais c'est surtout combattre la société capitaliste qui est « une horreur sans fin », faites de guerres barbares où, pour les profits de quelques-uns, le plus grand nombre est régulièrement plongé dans la tourmente, le sang et la mort.

Notre but ultime, c'est bien la paix, mais pour y parvenir, il faudra renverser ceux qui nous exploitent, ceux qui provoquent les guerres, les fauteurs de mort nucléaire de l'Alliance atlantique avec à leur tête Reagan et Thatcher. Ce n'est d'ailleurs pas un point de vue nouveau. Lénine, lui aussi minoritaire à l'époque dans le mouvement socialiste, ne disait pas autre chose lorsqu'il écrivait en 1916 dans le *Programme de la révolution prolétarienne* : « C'est seulement après que nous



aurons renversé, définitivement vaincu, et exproprié la bourgeoisie dans le monde entier et non simplement dans un seul pays, que les guerres deviendront impossibles. »

Combattre pour la paix sans lutter pour le socialisme, c'est donc au mieux être inconséquent, au pire cacher derrière cet objectif généreux un soutien inavouable à la société capitaliste.

L'histoire depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ne fait que

confirmer notre point de vue. Ce sont en effet les Etats-Unis et leurs alliés qui ont toujours relancé la course aux armements au profit des requins capitalistes ; dans les années cinquante quand il s'agissait « d'être plutôt mort que rouge » avec Truman et MacCarthy ; dans les années soixante, quand Kennedy tentait au nom de la lutte contre le communisme d'étrangler Cuba révolutionnaire ; aujourd'hui enfin quand Reagan, le bourreau de l'Amérique centrale, se fait plébisciter par ses alliés au sommet impérialiste de Williamsburg et que tous nous promettent l'installation prochaine de 572 nouveaux missiles de l'OTAN, les fameux missiles de croisière, et les fusées Pershing.

C'est pourquoi nous sommes en désaccord avec les formules aussi générales que celles de l'Appel des cent qui ne désignent pas l'adversaire et ne mentionnent jamais ni les missiles de l'OTAN, ni même l'arsenal nucléaire français, la lutte pour la paix devenant alors une vague combat sans contenu précis et sans objectif de mobilisation.

La sécurité, quelle sécurité ?

Les adversaires d'un désarmement unilatéral de l'impérialisme usent généralement de deux argumentations parallèles. La première consiste à faire écho à la propagande américaine, devenue aussi celle du gouvernement français, sur la prétendue supériorité militaire de l'Union soviétique. Charles Hernu, lui-même adepte aujourd'hui de cette thèse ridicule, écrivait en novembre 1980 avant de devenir ministre que « parler de supériorité soviétique n'était vraiment pas sérieux » (dans *Nous les grands...*). En tout cas, ceux-là acceptent de se situer clairement dans le camp impérialiste, bien souvent au nom d'un discours hypocrite sur les droits de l'homme, qui les amène à fermer les yeux sur les crimes atroces du capital aux quatre coins de la planète pour ne retenir que ceux des bureaucrates du Kremlin en Pologne ou en Afghanis-

prolétaires, nous soyons tous unis pour la défense du pays, ne fonctionne qu'à sens unique. Non pas que les travailleurs ne soient pas toujours prêts, à la différence d'ailleurs de la bourgeoisie, à défendre leur pays, mais parce qu'ils doivent le faire à leur profit et non à celui de leur pire ennemi de classe, leur propre bourgeoisie. Se prononcer, comme le fait par exemple le PCF, pour la défense nationale, voter les crédits militaires au Parlement et demander un « désarmement équilibré et négocié », c'est tout simplement oublier que l'ennemi est aussi dans notre pays.

Aucun préalable

C'est pourquoi, pour les révolutionnaires, la seule défense nationale qui vaille est celle des Etats ouvriers et des peuples des colonies ou ex-colonies contre les puissances impérialistes. Nous ne voyons aucune raison en effet de modifier le jugement de Lénine : « La bourgeoisie de toutes les grandes puissances impérialistes : Angleterre, France, Allemagne, Autriche, Russie [c'était avant octobre], Italie, Japon, Etats-Unis est devenue tellement réactionnaire ; elle est tellement animée du désir de dominer le monde que toute guerre de la part de la bourgeoisie de ces pays ne peut être que réactionnaire. Le prolétariat ne doit pas seulement être opposé à toute guerre de ce genre, il doit encore souhaiter la défaite de son gouvernement dans ces guerres et les mettre à profit pour déclencher une insurrection révolutionnaire si l'insurrection en vue d'empêcher la guerre n'a pas réussi. » (Dans le *Programme militaire de la révolution prolétarienne*.)

C'est pourquoi nous ne saurions accepter, et encore moins proposer, un préalable au désarmement de notre propre bourgeoisie, pour lequel nous combattons inconditionnellement. L'introduction depuis Hiroshima d'armes nucléaires qui ont un pouvoir de destruction terrifiant ne fait que renforcer cette exigence dans tous les Etats capitalistes.

Jean-Louis Michel

Quand ils condamnaient la bombe française

François Mitterrand

Le 10 mars 1967, l'actuel chef de l'Etat dénonçait les conséquences sociales du développement de la force de frappe française :

« Quand le pouvoir actuel vous dit qu'il travaille à l'avenir de nos enfants, il vous trompe puisqu'il refuse à l'Education nationale et à la recherche scientifique la priorité des priorités qu'il accorde à sa politique militaire. »

Le 10 août 1967, il s'en prenait vigoureusement à la politique de De Gaulle :

« L'opposition de gauche met solennellement en garde l'opinion française contre la course à la bombe atomique dans laquelle le général de Gaulle a jeté notre pays en poursuivant la mise en œuvre d'une force de frappe nationale. Il n'est pas de danger plus terrible pour la survie de l'espèce humaine. Ce que veut la France pour elle, Israël et l'Egypte, l'Hindoustan et le Pakistan le voudront pour eux. Et l'Allemagne à son tour et tous les Etats de la terre. Il ne faut pas hésiter à le proclamer : la dissémination de l'arme nucléaire conduit à l'extension des conflits. En voulant ignorer cette évidence, le général de Gaulle contredit les objectifs qu'il affirme, et accroît effectivement le risque de guerre. » (Politique, éditions Fayard, 1977.)

Georges Marchais

Dans son rapport au XX^e Congrès de son parti, le 13 décembre 1972, le secrétaire général du PCF définissait ainsi

les objectifs immédiats d'un gouvernement de gauche :

« Le gouvernement de la gauche adoptera un statut démocratique du soldat et des cadres. Il arrêtera immédiatement l'expérimentation et la fabrication de la force de frappe nucléaire, signera les traités d'interdiction des essais nucléaires et de non-dissémination de ce type d'armements. (...) »

« Le gouvernement de la gauche se prononcera pour la dissolution des blocs et agira en ce sens. Sans attendre, il manifesterà sa volonté d'engager le pays sur la voie de l'indépendance à l'égard de tout bloc politico-militaire. C'est dans cet esprit que seront résolus les problèmes qui résultent de l'appartenance de la France à l'Alliance atlantique actuellement. » (L'Humanité du 14 décembre 1972.)

Le programme commun

Le texte signé le 26 juin 1972 par les délégations du Parti socialiste et du Parti communiste définissait le principe d'action suivant :

« Renoncement à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit ; arrêt immédiat de la fabrication de la force de frappe française ; reconversion, selon un échéancier précis de l'industrie nucléaire militaire (...) avec le souci de préserver les intérêts des travailleurs concernés. En aucun cas, les problèmes posés par cette reconversion ne serviront de prétexte au maintien de l'industrie nucléaire militaire. »





19 juin

Les femmes britanniques contre les missiles de l'OTAN

● Des centaines de femmes occupent quotidiennement le site nucléaire de Greenham Common. Helen John, dirigeante de ce mouvement, a accordé une interview à Rouge

Il y a deux ans encore, Helen John était une mère de famille consacrant l'essentiel de son existence à l'éducation de ses cinq enfants. Elle vivait dans un petit village du Pays de Galles, Llanrtyd. Elle est aujourd'hui connue dans toute la Grande-Bretagne comme la dirigeante et porte-parole du « Greenham Common Peace Camp » et du « Women's Peace Movement ». Valérie Coultas, journaliste à l'hebdomadaire « Socialist Action », l'a rencontrée pour « Rouge ».

● Quelle est l'origine du Greenham Common Peace Camp et du Mouvement de la paix des femmes ? Quand et comment cela a-t-il commencé ?

Le mouvement a véritablement commencé en septembre 1981. De nombreuses femmes, déjà concernées depuis longtemps par les problèmes de l'armement nucléaire, prenaient conscience qu'écrire aux membres du Parlement et aux responsables religieux ou même rejoindre des groupes tels que le CND (Campaign for Nuclear Disarmament : Campagne pour le désarmement nucléaire) ne leur permettait pas d'être réellement efficaces.

L'indifférence totale du gouvernement face à nos préoccupations a alors conduit un certain nombre d'entre nous à se joindre à une « marche de 10 jours » : partant de Cardiff (au Pays de Galles) — où existe une importante usine de matériel nucléaire —, elle devait traverser de nombreuses petites villes et villages pour aboutir à Greenham Common dans le Berkshire, là où 96 missiles Cruise devaient être installés. De la sorte, nous voulions montrer, à la fois clairement et spectaculairement, qu'aucun citoyen de ce pays, aucun de nos représentants élus au Parlement n'avait été consulté sur l'installation de ces armes horribles.

A notre arrivée à Greenham Common nous avons tiré les conséquences du refus de donner la moindre publicité à notre action : nous avons repris la tradition des « suffragettes » et quatre d'entre nous se sont enchaînées à la clôture d'enceinte de la base. La presse, alors, a commencé à parler de nous. Mais le commandant de la base, lui, décidait de nous ignorer et de manifester son mépris en prononçant notamment cette phrase devenue fameuse : « *En ce qui me concerne, ces femmes peuvent rester là aussi longtemps qu'elles le désirent.* »

En disant cela, il jetait, sans le savoir, les bases du Womens Peace Camp. Lui, ainsi que le gouvernement de l'époque, n'ont pas pris en compte notre détermination. Détermination à défendre nos vies et celles des êtres qui nous sont les plus chers, en manifestant notre totale opposition au développement de la course aux armements.

● Quelles autres initiatives avez-vous prises par la suite ?

Parmi les nombreuses autres initiatives que nous avons prises, il faut, par exemple, rappeler le grand rassemblement face à la Bourse et à l'immeuble central de la Banque d'Angleterre, lors de la visite à Londres de Ronald Reagan en juin de l'année dernière. Par cette action, nous avons voulu dénoncer les liens existant entre l'industrie d'armement

de notre pays et les grandes firmes multinationales.

Il faut aussi rappeler l'encerclement complet, par une immense « chaîne humaine » de plus de quinze kilomètres, de la base de Greenham, les 12 et 13 décembre derniers. Y ont participé des femmes venues de France, de Hollande, d'Allemagne fédérale, de Belgique, du Danemark, de Norvège, du Canada, des Etats-Unis, d'Australie et de Nouvelle-Zélande. C'était là une expression des sentiments, non seulement des femmes de ce pays, mais des femmes à l'échelle internationale, vis-à-vis de la course aux armements.

Précédemment, c'était en février de l'année dernière, trente femmes — qui en représentaient quelque 30 000 — s'étaient installées dans Downing street, face à la résidence de Margaret Thatcher alors que celle-ci dînait en compagnie de George Bush...

Les femmes qui ont participé à ces actions, comme à bien d'autres encore que je n'énumérerai pas ici, avaient toutes fait le choix d'aller, si nécessaire, en prison. Et toutes celles qui ont finalement été déférées devant les tribunaux n'ont pas hésité à faire des déclarations accusant leurs juges de complicité avec un gouvernement qui, en se donnant sciemment les moyens d'un génocide, tourne le dos à la morale et à la législation internationale.

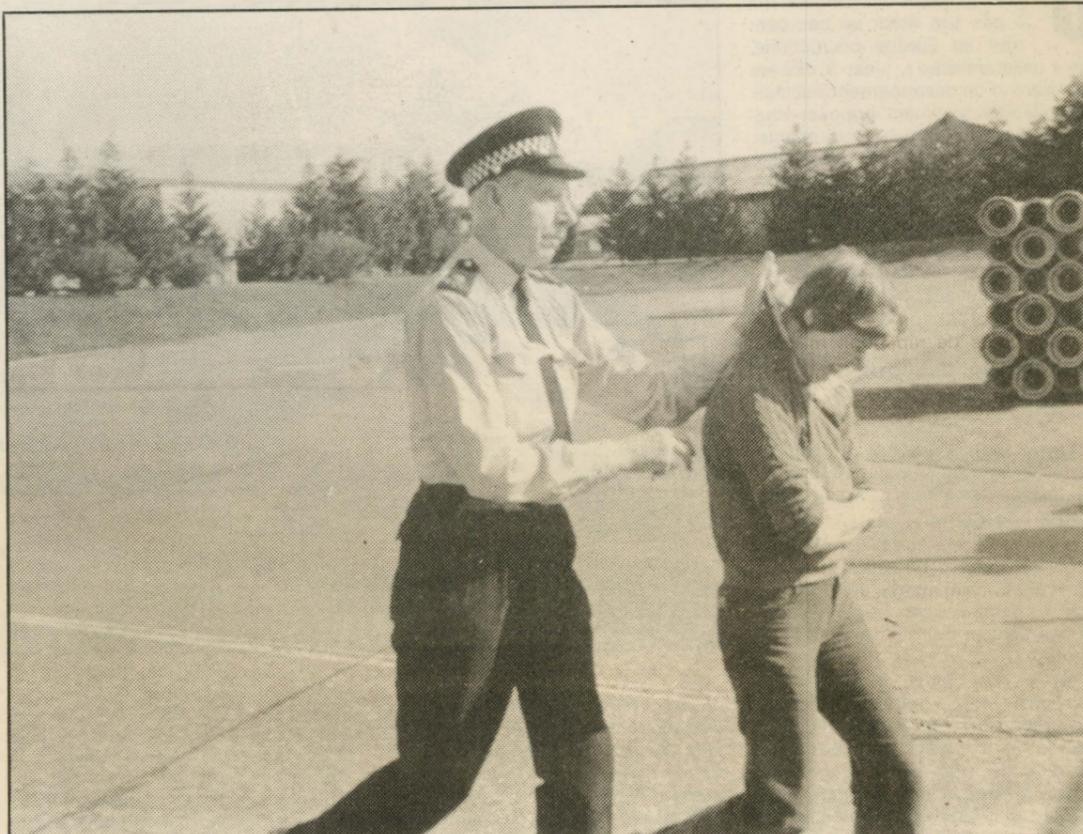
● Pourquoi un mouvement spécifique de femmes sur les questions de la paix, de l'armement nucléaire, de la course aux armements vous est-il apparu nécessaire ?

Cela s'est révélé être de la plus grande importance : celles que l'on prétend « protéger » le plus lorsqu'on tente de justifier l'accroissement des budgets militaires et de défense ont ainsi pu faire savoir clairement combien, au contraire, elles voient leurs vies menacées, leurs conditions d'existence rendues plus difficiles par ce genre de choix de la part des gouvernants. Les femmes pensent différemment des hommes. Et les négociations sur les réductions d'armements que des hommes mènent depuis trente-huit ans n'ont mené, jusqu'à présent, à rien. Pas même à l'élimination d'un seul projectile !..

Une nouvelle approche par les femmes elles-mêmes est une nécessité urgente en cette période de crise exacerbée. Elle peut permettre de faire finalement pencher la balance en faveur de la vie, en faveur d'un avenir pacifique pour cette planète.

● Quelles sont vos relations avec le CND, avec les syndicats ?

En ce qui concerne le CND, nous avons reçu une coopération totale et massive. Les actions que nous avons



Helen John arrêtée sur le site de Grenham Common

entreprises ont reçu un soutien moral et aussi financier d'individus comme de groupes membres du CND. Bien que nous soyons un mouvement indépendant, nos liens avec cette organisation sont étroits.

A titre individuel, je regrette que le CND n'ait pas appelé ses membres à voter en faveur des candidats travaillistes à l'occasion de l'élection générale de ces jours-ci qui est, à bien des égards, cruciale. Je crois que cette peur d'apparaître lié à un parti politique est absurde dans la mesure où les travaillistes constituent aujourd'hui la seule force capable de mettre en œuvre une politique de désarmement unilatéral. En ce qui nous concerne, nous n'avons aucune réticence à nous associer avec quiconque partage nos positions sur le désarmement unilatéral et nous le disons haut et fort.

Nos relations avec le mouvement syndical ont été longues à s'établir mais, désormais, elles se développent rapidement. Le 24 mai, nous avons reçu le soutien officiel du Parti travailliste comme des syndicats (TUC). Neuf syndicats nationaux ont informé et mobilisé nationalement leurs membres autour de cette journée. Quelques grèves symboliques de solidarité ont même été organisées. Ce sont en général des femmes qui ont été à l'origine de la solidarité du mouvement syndical, qui se sont battues pour que des initiatives soient prises.

Nous croyons que les syndicats — qui sont dirigés et dominés par des hommes — commencent à avoir une meilleure compréhension de nos objectifs, de notre désir de vivre. Nous attendons impatiemment leur participation active et massive à toutes les initiatives visant à stopper la course aux armements.

Chaque individu dispose d'un pouvoir considérable dès qu'il choisit

de l'exercer. Les dirigeants syndicaux doivent organiser, si cela est nécessaire, une désobéissance civile de masse pour protéger les vies futures de leurs membres.

● Quels liens internationaux avez-vous établis au cours de ces luttes ?

Nous avons des liens étroits avec le mouvement des femmes de Comiso, en Sicile, qui mène un combat semblable au nôtre contre l'installation des missiles Cruise. Nous avons également des liens avec la Womens International League for Freedom (Ligue internationale des femmes pour la liberté) (1), grâce à laquelle nous avons établi l'essentiel de nos relations avec d'autres mouvements de femmes de par le monde. Nous avons également des liens avec des groupes aux Etats-Unis, au Canada, au Salvador et au Nicaragua. Nous sommes en contact avec le Mouvement de la paix officiel d'Union soviétique et, individuelle-

ment, certaines d'entre nous ont établi des relations avec des mouvements non officiels en Pologne et en Union soviétique. A travers ces relations informelles, nous démontrons que, en tant que femmes de l'Ouest comme de l'Est, nous refusons de considérer quiconque comme un ennemi.

Traduction et synthèse de J. P. Beauvais

1. Note de H. J. La Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté a été créée à la suite du Congrès de Stuttgart en 1915 lorsque des femmes membres de la Deuxième Internationale se sont réunies pour s'opposer à la guerre impérialiste. Cette Ligue semble aujourd'hui dominée par des militantes communistes. Elle a contribué à la coordination de la manifestation de Bruxelles du 8 Mars dernier, manifestation qui ne fut pas centralement dirigée contre l'OTAN comme le souhaitent les femmes venues de Grande-Bretagne, mais présentée comme une « manifestation pacifiste ».

Le mouvement antiguerre britannique

Renouant avec les traditions des années cinquante, la Campaign for Nuclear Disarmament (organisation qui regroupe l'extrême gauche, le PC et la gauche travailliste), le Labour Party et les syndicats (TUC) se prononcent pour le désarmement unilatéral de la Grande-Bretagne et la fermeture des bases américaines.

Nulle part plus que dans ce pays la liaison n'est aussi étroitement faite entre la lutte contre l'austérité

imposée par Thatcher et la contestation du réarmement occidental. « *Jobs not bombs* » (des emplois, pas de bombes) est le slogan dominant les manifestations, dont la plus importante, le 6 juin 1982, a regroupé plus de 250 000 personnes.

Le CND compte aujourd'hui plusieurs dizaines de milliers de membres (contre seulement 3 000 en 1980).



Le développement à l'Est d'un mouvement pour la paix

• Des mouvements pacifistes indépendants sont nés en RDA, en Pologne et en URSS. Ces luttes mettent en évidence les convergences d'intérêts entre les peuples de l'Est et ceux de l'Ouest

NEUZ Allemands de l'Est, faisant partie du Cercle de Cottbus (1), ont été arrêtés pour divulgation d'informations. Ils sont devenus des « traîtres au pays ». Deux autres ont été interpellés, pour « atteinte à la sécurité de l'Etat et dénigrement de la RDA », dont l'un placé en hôpital psychiatrique.

En clair : les uns se sont réclamés ouvertement de leurs liens avec le mouvement pacifiste indépendant « Transformez les épées en socs de charrue », alors que les autres avaient refusé de se présenter à leurs cours de répétition militaire.

Ces mesures de répression en disent long sur la grande peur des bureaucrates est-allemands face à l'influence croissante de ceux qui, en RDA, luttent pour la paix tout en affirmant leur volonté de s'organiser de manière indépendante et en réclamant des mesures de désarmement immédiat à l'Est comme à l'Ouest.

Le mouvement pacifiste est parti du mouvement des objecteurs de conscience qui, depuis les années soixante, avec le soutien des Eglises protestantes, avait amené des centaines, puis des milliers de jeunes, à refuser le service militaire. Il a franchi un nouveau cap en 1981 avec le lancement d'une pétition demandant l'instauration d'un véritable service civil. Des milliers de jeunes, dont tous n'étaient pas des chrétiens engagés, la signèrent.

Le mouvement pacifiste s'est étendu l'an dernier, touchant des réservistes qui décidèrent de refuser les cours d'entraînement militaire alors que plusieurs centaines de femmes écrivaient une lettre à Erich Honecker pour protester contre l'introduction d'une loi les rendant passibles de mobilisation pour le service actif de dix-huit à cinquante ans.

En janvier 1982, l'appel de Berlin, lancé conjointement par le marxiste Robert Havemann (décédé l'an dernier) et le pasteur Eppelmann donnait au mouvement une dimension nouvelle. Cet appel réclamait le retrait de toutes les troupes étrangères du sol d'Allemagne de l'Est et de l'Ouest ainsi que le retrait de toutes les armes nucléaires de RFA et de RDA, comme premier pas vers une



Europe dénucléarisée.

Depuis, une série de rencontres de jeunes organisées dans le cadre des Eglises devaient rassembler à chaque fois plusieurs milliers de participants.

Les Eglises, qui ont joué un rôle déterminant dans l'impulsion du mouvement des objecteurs de conscience et qui offrent un cadre de réunion aux jeunes qui se radicalisent de se voir rapidement débordées par une mobilisation allant beaucoup plus loin que ce qu'elles souhaitent. Elles pourraient, sous peu, se trouver dans une situation aussi contradictoire que celle de l'Eglise polonaise, perpétuellement coincée entre son désir de rester un interlocuteur vala-

ble pour le pouvoir et la nécessité d'adopter des positions plus radicales pour ne pas perdre tout prestige aux yeux des masses.

« Pour le dialogue et pour la paix »

Quant au pouvoir, il réprime, mais de manière sélective, tout en essayant de récupérer la mobilisation. C'est ainsi que le mouvement officiel pour la paix a repris en les déformant certains slogans des pacifistes indépendants. Le « Transformez les épées en socs de charrue » est devenu « Des épées et des charrues », alors que « Faire la paix sans les armes » devenait « Faire la paix contre les armes de l'OTAN »... Les positions explicitement anti-impérialistes du mouvement indépendant rendent difficilement crédible la version selon laquelle il s'agirait d'agents de la CIA...

En Hongrie non plus les bureaucrates n'ont pas jusqu'ici attaqué

frontalement les groupes pacifistes indépendants dont les principaux, les « groupes pour le dialogue », ont même défilé avec cinq cents de leurs participants, le 7 mai dernier, en queue de cortège de la manifestation officielle pour la paix. « Tous les missiles hors d'Europe », pouvait-on lire sur leurs banderoles. Ces groupes rassembleraient aujourd'hui, selon certaines estimations, quelque vingt mille sympathisants dans de nombreuses villes du pays.

Les groupes indépendants hongrois se montrent très réticents face à l'idée d'une véritable coordination du mouvement. L'insistance des « groupes pour le dialogue » à être reconnus comme un mouvement légal et la méfiance dont ils ont systématiquement fait preuve jusqu'ici face aux dissidents politiques dont ils tenaient à se démarquer révèle certaines illusions — pour ne pas dire plus — sur la véritable nature du régime de Kadar. Mais il y a tout à parier que la minorité au pouvoir se chargera elle-même de faire tomber les illusions et de mettre en évidence la dynamique antibureaucratique du mouvement.

Quant aux pacifistes soviétiques, ils ont beau se dire d'accord avec les grandes lignes de la politique de leur gouvernement, ils n'en réclament pas moins le « droit de travailler pour la paix » dans des structures indépendantes du mouvement officiel. De onze qu'ils étaient en juin dernier, ils se sont retrouvés près de mille, quatre mois plus tard, à avoir signé un appel soutenant l'appel du « Groupe pour la paix ». Celui-ci préconise le dialogue entre les simples citoyens, l'efficacité des seules négociations au sommet lui semblant plus que douteuse. Ce groupe s'en prend également à l'énormité des dépenses d'armement qui pourraient être utilisées à des fins sociales pour satisfaire les besoins des masses. Leur approche modérée n'a pas

empêché la riposte immédiate de la bureaucratie : éloignés de leur domicile, placés en hôpitaux psychiatriques, menacés de licenciement, victimes d'accidents manqués, les pacifistes indépendants n'en ont pas moins poursuivi leur bataille. Leur détermination à s'adresser à leur propre gouvernement et à l'opinion publique de leur propre pays plutôt qu'à l'opinion publique étrangère comme l'avait fait le « Groupe d'Helsinki » constitue un obstacle de taille à une politique de répression frontale de la part de la bureaucratie. Celle-ci saisit toutes les occasions pour diviser et isoler les militants de ce mouvement. Elle vient notamment de proposer des visas d'émigration à certains des leaders les plus en vue pour tenter de se débarrasser d'eux.

« Le sort du mouvement indépendant pour la paix dépend en grande partie de ce que feront nos camarades des mouvements pacifistes occidentaux », dit Serge Batovrine, au nom du groupe soviétique. Dans la mesure où les gouvernements des Etats ouvriers bureaucratés, et en particulier celui d'URSS, sont effectivement obligés de compter avec eux, l'attitude que les mouvements indépendants de l'Ouest adopteront dans le soutien aux militants pacifistes réprimés à l'Est pèsera d'un poids certain dans l'existence et dans la lutte mêmes des groupes autonomes.

L'unité de combat des mouvements de l'Est et de l'Ouest est un enjeu décisif de la lutte antiguerre à l'échelle mondiale. Cette lutte met en évidence la convergence des intérêts des peuples qui, à l'Est comme à l'Ouest, luttent pour le droit à l'autodétermination, pour le droit de décider de leur propre sort.

Jacqueline Allio

1. Il s'agit d'un groupe appartenant à l'Eglise évangélique de Cottbus.

Extraits de la lettre adressée par le «groupe de la paix» soviétique à la conférence de Berlin

En ce qui concerne la manière dont les armes perdront leur pouvoir de terreur et comment les différences entre l'Ouest et l'Est peuvent être résolues au travers du dialogue : ce dialogue ne doit pas se limiter à des échanges diplomatiques, il doit avoir lieu dans les rues, dans les maisons des gens ordinaires, il doit être retranscrit dans la presse et à la télévision. (...)

En suggérant de couper les dépenses militaires, nous tenons à rappeler à notre gouvernement que ces sommes seraient mieux utilisées à des fins pacifiques. Nous avons proposé un programme pour mettre fin à l'extension de la malaria dont beaucoup de gens souffrent,

ainsi qu'un projet pour nettoyer l'environnement et l'atmosphère. Cela reviendrait moins cher que de fabriquer de nouvelles armes. (...)

Ces propositions humanitaires quelque peu naïves contiennent néanmoins un potentiel sérieux : elles sont capables d'anéantir les bourgeois de l'armement nucléaire à leur origine même : à l'intérieur du cerveau humain. Elles peuvent rendre ces armes inutiles et inefficaces.

Le temps presse. De nouvelles fusées frappent à la porte de l'Europe. Selon nous, il n'y a pas de place pour de nouvelles fusées, que ce soit en Europe ou n'importe où ailleurs.

Vient de paraître



Extraits de la lettre adressée par le «groupe pour la paix et pour le dialogue» hongrois à la conférence de Berlin

Durant ces derniers mois, nous avons été très troublés par les divergences croissantes entre les mouvements pour la paix de l'Est et de l'Ouest. Il est décisif d'éviter la division de nos forces : la guerre froide ne devrait pas entrer dans le champ de notre travail ! (...) Toutes les organisations pacifistes devraient suivre un cours plus tolérant, plus réaliste, plus coopératif et non interventionniste les unes vis-à-vis des autres.

Nous vous demandons en particulier de penser aux questions suivantes : quelle image contribuez-vous à former sur les pays du Pacte de Varsovie ? Dans certains journaux pacifistes, cette image n'a que trois faces : une armée forte dans une société militarisée ; des violations fréquentes des droits humains ; et quelques petits

groupes généralement opprimés. Cela peut-il aider à bâtir la confiance pour résister à la rhétorique de la guerre froide ? (...)

La seconde question est la suivante : si nous nous attelons à construire un mouvement pour la paix pan-européen, cela pourra-t-il se faire sans les Conseils et les Comités pour la paix de l'Est (structures officielles, NDLR) ? Avez-vous réellement tenté de coopérer avec eux ? Est-ce une bonne stratégie de mettre des conditions et de ne commencer les discussions que si elles sont remplies ? Nous pensons qu'il est possible d'atteindre les peuples de l'Est par leur biais. Comptez-vous attendre que nos pays soient transformés en démocraties de type occidental pour établir des contacts avec l'Europe de l'Est ? Qu'en sera-t-il si l'holocauste nucléaire survient avant ?

Horizon 1984 ?

● Chirac lorgne vers juin 1984, date des élections européennes. Gattaz prépare, au nom des profits, une offensive contre les acquis ouvriers. Pendant ce temps, la gauche...

A ceux parmi les travailleurs qui croyaient partager le festin du changement, PS et PC ne servent plus que l'amer breuvage de l'austérité. Ce faisant, ils frappent ceux qui les ont portés au pouvoir, au nom d'une crise qu'ils gèrent pour ceux qu'ils ont battus le 10 mai 1981.

Si PS et PC ont renié les actes et les mots correspondant aux luttes de la classe dont ils se réclament — la classe ouvrière —, la droite et le patronat savent ce que taux de profit veut dire et préparent leur offensive. Ils ne comptent pas sur un quelconque effet de surprise. Ils annoncent, tranquillement, leurs objectifs, leurs échéances, la méthode qu'ils emploieront.

Le patronat annonce la couleur

Depuis longtemps la rue est à eux. Depuis longtemps, ils se livrent à de grandes manœuvres. Et s'ils n'ont pas déclenché l'assaut final, c'est qu'ils connaissent la vivacité des réactions ouvrières quand on touche aux acquis ; c'est qu'ils connaissent la haine de la droite, tenace dans les rangs ouvriers. Pourtant, alors qu'ils perçoivent par avance les coups qu'ils vont recevoir, PS et PC au gouvernement, paralysés, englués dans une politique qui sert le patronat, pensent que le temps joue pour eux, qu'ils ont « la durée » avec eux. Quand partout les travailleurs évoquent gravement l'échec en préparation.

Se répandant dans les colonnes d'un journal qu'il affectionne — *le Figaro* du 14 juin —, Gattaz se fait, une nouvelle fois, l'oracle de la défaite qu'il veut infliger à la classe ouvrière. Il en donne longuement les contours. Il veut la mort du droit social en matière de licenciement et le développement du temps partiel. Il réclame le transfert des charges des allocations familiales, payées exclusivement par le patronat, vers l'ensemble des salariés. Il s'oppose à « l'extension forcée du pouvoir syndical ». Il déclare vouloir se saisir de « l'occasion historique de briser l'indexation des salaires et des prix » de la rentrée 1983. Car, dit-il, l'évolution des coûts de production est trop rapide.

Le chef du patronat adopte, lui, le langage de sa classe. Il expose minutieusement les voies par lesquelles il entend passer pour restaurer le profit patronal. Et il répète une nouvelle fois que le dialogue avec ce gouvernement est impossible, bien que, magnanime, il entende le maintenir, fût-il un dialogue des sourds.

Le sinistre programme de la classe patronale n'a en face de lui que les forces vives du mouvement ouvrier. Son exposé montre que, pour passer à la phase d'application, il faut à Gattaz et au patronat infliger de lourdes défaites à l'ensemble des travailleurs. L'enjeu de la situation, au-delà des péripéties de l'actualité, est bien là.

Le calendrier marqué d'une croix

Chirac est comme Big-Brother du roman d'Orwell (1). Il nous regarde en pensant à 1984. Il sait le danger de précipiter les affrontements politiques, quand le réflexe antidroite est encore si fort. Au Club de la presse d'Europe, le 12 juin, il affirmait cyniquement que les débordements d'une droite trop vite radicali-

sée gâcheraient la voie royale qui est devant lui.

Au-delà des élucubrations sur le référendum dont il réclame l'organisation, Chirac vise les européennes de juin 1984. Il espère démontrer une bonne fois, de manière décisive, qui est majoritaire dans le pays. Et précipiter, avant l'heure légale, la chute du régime. Bien sûr, il donne quelques os à ronger aux plus ardents réactionnaires, lâchant, dimanche à Provins, que son combat à lui, c'est « l'unité de tous ceux qui refusent l'intolérance du dogmatisme marxiste ». Manière de dire que lui aussi veut « bouffer du bolcho », mais que l'heure n'est pas encore arrivée ni cette unité de la droite réalisée.

Mais il a marqué le calendrier d'une croix, et le mois choisi est juin 1984. Il espère, comme la droite entière, que l'érosion du gouvernement, son discrédit parmi les travailleurs, seront à cette date suffisants pour qu'il se présente alors comme postulant au pouvoir. Au plan capitaliste de Gattaz correspond le plan de bataille d'une droite qui, revenue au pouvoir, ne se contentera pas de pratiquer l'alternance, mais se mettra au service du CNPF comme homme de main de ses basses œuvres.

La gauche, pendant ce temps...

« Il n'y a pas d'autre politique possible », déclare Marchais dimanche 12 juin à Lyon, au moment où Chirac vociférait sa haine du marxisme à Provins. Qu'il ait dit le contraire quelques jours plutôt, peu lui importe. Dans son estomac d'autruche, on trouve Williamsburg et ses fusées Pershing, la politique d'austérité signée Delors, approuvée désormais officiellement par le PC. Les flics fascistes occupent-ils la rue ? Cela n'émeut que le maquettiste de *l'Humanité*, chargé de faire un titre plus gras à la une. Naturellement, la présence du PC au gouvernement crée des remous dans ses propres rangs. Il est contradictoire de prétendre être l'unique parti de la classe ouvrière, et gérer, à la tête de l'Etat

une politique d'austérité. En fait, la direction du PC a renoncé à toute perspective de « mobilisation ».

Mitterrand, à la télé, a longuement approuvé, lui aussi, cette politique d'austérité, ce plan Delors que rejettent les travailleurs.

Ils alimentent ainsi un mécontentement qui grandit dans les rangs ouvriers à l'égard de leur politique, et ce faisant creusent un peu plus le fossé entre eux et leur « base sociale », qui, elle, n'entend plus de si bonne oreille ces propos soporifiques.

Le rejet de l'austérité

Marchais et Jospin font une même expérience. Jospin à Saint-Ouen ou à Moyeuve ; Marchais dans les débats qu'organise en ce moment son parti. Chaque fois, les travailleurs, les militants du Parti communiste, les syndicalistes expriment, souvent avec vigueur, le rejet de la politique actuelle. Ne sachant, l'un ou l'autre, que répondre à cette brutale vérité, ils continuent dès lors dans la voie de l'application du plan Delors en toute connaissance de cause.

Ainsi apparaît de plus en plus clairement le seul moyen qu'ont les travailleurs pour sortir de la spirale de l'échec dans laquelle les entraînent PS et PC, pour bloquer l'offensive de la droite. Ce moyen ne peut qu'être l'action d'ensemble des travailleurs, en lutte au même moment pour leurs revendications.

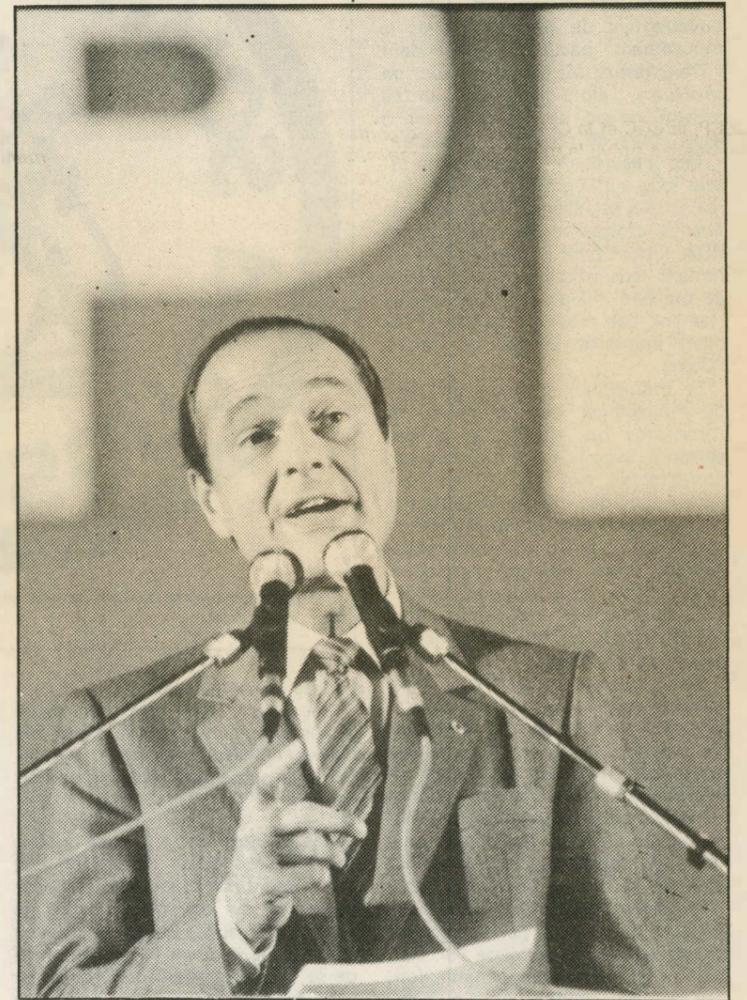
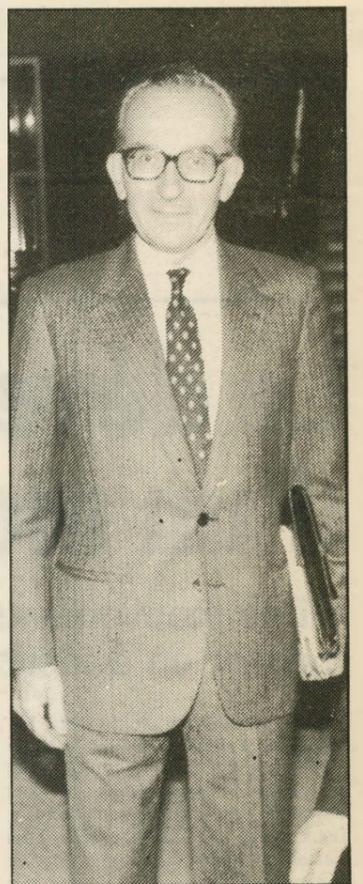
Les mesures du plan Delors pèsent. Les ponctions fiscales ont été opérées. La hausse des prix et le blocage des salaires se font sentir. Le chômage s'envole... Le poids des mots utilisés par la gauche (l'effort, la rigueur et autre chanson) sera bien faible en regard d'une volonté grandissante, touchant tous les secteurs salariés : la défense des acquis, des salaires, de l'emploi contre le patronat et la politique d'austérité. L'intervention massive, unitaire, tous ensemble, des travailleurs sur la scène politique et sociale sera seule à même de créer une situation où, enfin, ce sont les travailleurs qui occu-

peront la rue et imposeront leur loi au patronat.

Jean Lantier

1. 1984 : Un roman d'Orwell, représentant un univers divisé en deux camps où règnent la dictature bourgeoise et celle des bureaucrates pseudo-socialistes. Un livre à lire !

Chirac prépare son offensive politique tandis que Gattaz met au point ses attaques sociales contre la classe ouvrière.



Jospin à Saint-Ouen et Moyeuve

« La rigueur est nécessaire, il faut faire des efforts de solidarité nationale. » Il est 16 h 30, le 9 juin, Jospin s'adresse aux travailleurs de l'Alstom à Saint-Ouen.

« Non ! lui répond un travailleur. Nous ne voulons pas des mesures qui s'attaquent aux travailleurs. Cette solidarité nationale est à sens unique. Nous payons pour les patrons et leur crise. C'est de la collaboration de classes. »

Un travailleur immigré interroge le secrétaire du Parti socialiste : « Pourquoi le gouvernement nous refuse-t-il le droit de vote ? ». Jospin explique que la majorité des travailleurs français est contre ce droit. « Il faut écouter les travailleurs, conclut-il. Parfois nous les suivons, parfois pas. »

« Mais pourquoi, reprend un ouvrier de l'Alstom, ne descend-on pas dans la rue ensemble contre la droite qui l'occupe avec une arrogance redoublée ? » Jospin répond : « Ceci est préoccupant mais nous n'estimons pas que la meilleure réponse soit actuellement une manifestation. »

« Il ne faut pas tout attendre d'en haut », explique-t-il au délégué CFDT qui, faisant le bilan de la nationalisation d'Alstom, conclut : « Absolument rien n'a changé pour nous. »

Le lendemain, la presse décrira cette rencontre comme l'affrontement entre le secrétaire du PS et quelques militants « gauchistes », qui avaient la patience d'attendre 16 h 30 alors que les travailleurs d'Alstom sortent à 15 h 45... Invention ! Personne ne prit la défense de Jospin au cours du débat, même parmi la dizaine de militants du PS présents !

D'ailleurs, quelques jours auparavant, c'est devant cinq cents travailleurs, à Moyeuve, en Lorraine, qu'il avait subi un feu roulant de questions et de sifflets des travailleurs et travailleuses contre la politique de solidarité-austérité. Non, il ne s'agit pas d'une « poignée de gauchistes ». C'est la politique de la majorité qui fait fondre sur Jospin les critiques acides des travailleurs.

M. M.

POLICE

Rien n'est réglé

• Les sanctions prises par le ministre de l'Intérieur à la suite des manifestations factieuses du 3 juin contournent le problème essentiel.

FERMETE. Après François Mitterrand, le 8 juin à la télévision, Gaston Defferre ne semble plus avoir que ce mot à la bouche. A la suite des manifestations de policiers fascisants le 3 juin, quelques hauts fonctionnaires ont été limogés ou mis à la retraite. Les responsables du maintien de l'ordre sur le terrain — qui avaient laissé les manifestants progresser jusque sous les fenêtres de l'Élysée — ont été suspendus. Les secrétaires généraux de deux syndicats de droite, l'Union des syndicats catégoriels (USCP, 18 % des personnels) et la Fédération professionnelle indépendante (FPIP, extrême droite) ont été révoqués. Une nouvelle manifestation prévue le 16 juin a été interdite, toutes les autorisations d'absence ayant été supprimées pour ce jour-là.

L'USCP, la CGC et la CFTC ont annulé le meeting prévu le même soir... pour appeler à un rassemblement le lundi suivant à la salle de la Mutualité. Un ton au-dessous : une plus petite salle que celle prévue à l'origine ; un rassemblement de « tous les policiers et eux seuls », alors qu'ils voulaient au départ rassembler les policiers... et « tous ceux qui les soutiennent ».

La réaction gouvernementale paraît donc dure. Mais à y regarder de plus près, les sanctions ont été bien légères au regard de la gravité de la situation. Lorsqu'elle était au pouvoir, la droite n'avait pas fait preuve de tant de mansuétude.

Elle n'hésita jamais à révoquer ceux qui lui apparaissaient comme des gêneurs. En 1953, treize policiers adhérents du PCF étaient écartés en raison de leurs opinions politiques. En 1961, François Rouve, leader du syndicat général de la police (SGP) était révoqué pour avoir dénoncé l'interdiction d'une manifestation anti-OAS. En 1974, c'était au tour de Jean-Louis Breton, secrétaire du syndicat CFDT de la police parisienne, « coupable » d'avoir soutenu les travailleurs de Lip. Enfin, en 1980, un brigadier de la CRS-60 était révoqué pour avoir contesté les mauvaises conditions de cantonnement de son unité.

Refus de l'affrontement

Le ministère de l'Intérieur s'est bien gardé de sanctionner tous les hommes qui, à divers niveaux, re-laient dans la police l'offensive des partis d'opposition. Les fonctionnaires qui ont, le 3 juin, mis képis bas en signe de solidarité avec les factieux et ont ouvertement fraternisé avec eux n'ont même pas été publiquement réprimandés. Les unités parisiennes qui sont une véritable pépinière d'apprentis-Pinochet (brigades de sécurité du métro, compagnies d'intervention...) n'ont pas été dissoutes. Voilà qui repose, une fois de plus, le problème des rapports de l'équipe au pouvoir avec l'appareil d'Etat.

En France, la Constitution du 4 octobre 1958 a donné naissance à un Etat fort. Celui-ci organise le pouvoir réel de la classe dominante autour d'un corps de hauts fonctionnaires et de technocrates placés au-dessus des institutions parlementaires. Pour jouer pleinement son rôle, la V^e République s'est doté d'une puissante machine policière dont les moyens et les effectifs ont été portés à un niveau jamais atteint. Parallèlement, et pour faire face au développement dans la police et la magistrature de puissantes organisations démocratiques, la bourgeoisie s'assura un contrôle plus étroit des principaux centres de décision. D'emblée, le projet des dirigeants

du PS et du PC reposait sur une pure et simple utopie. Acceptant l'ensemble des mécanismes de la république gaullienne, ils prétendaient couler leur action dans ce moule. Poussant cette logique jusqu'à son terme, ils se refusèrent même à chasser les hommes placés à la tête de l'administration par les régimes précédents. Ce faisant, ils contribuèrent à maintenir intact un appareil étatique toujours aussi dangereux pour les travailleurs. Et le premier moment de surprise passé, les hauts fonctionnaires formés au service exclusif des possédants pendant des dizaines d'années reprirent l'initiative. Bernard Deleplace, secrétaire de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, 60 % des personnels), constatait alors, en septembre 1982 : « Une grande partie de la haute hiérarchie policière (...) organise le sabotage dans nos rangs. »

Dès lors, la plus petite velléité de réorganiser cette administration provoqua une levée de boucliers. Pour le nouveau pouvoir, ce fut l'heure de vérité. Tenir ses engagements initiaux, c'était accepter l'affrontement avec des fractions importantes et influentes de l'Etat. Et c'était sanctionner la faillite des tentatives de « compromis social » qui sont au cœur de sa politique. On préféra donc rechercher l'alliance avec les différents secteurs de la haute administration. Quels qu'en fussent le prix et la logique. Et cela implique d'œuvrer au renforcement de l'Etat fort.

« La continuité de l'Etat »

Les projets de réformes démocratiques — rapport Belorgey sur la police, rapport Bonnemaïson sur la prévention de la délinquance — furent enterrés. On resta sourd aux demandes des organisations démocratiques de policiers et de magistrats. On en revint progressivement à un discours « sécuritaire » qui permit de justifier un renforcement considérable des moyens répressifs : recrutement de dix mille flics supplémentaires sur 1982 et 1983, fichier antiterroriste de 80 000 noms, etc. On donna à des unités militaires comme le groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) le pouvoir

Manifestation vers le ministère de la Justice, le 3 juin.



de se situer au-dessus des lois et de fomenter, en toute impunité, des coups tordus comme l'arrestation, en août 1982, de quatre nationalistes irlandais à Vincennes.

Le coup de semonce du 3 juin est l'aboutissement de cette politique. Aveuglé par ses tentatives de conciliation avec la droite et le patronat, la majorité n'entend apparemment pas changer de cap. Elle n'a organisé aucune manifestation de riposte aux démonstrations séditeuses. Max Gallo, le porte-parole du gouvernement résumait admirablement sa philosophie, le 9 juin : « Contrairement aux accusations portées contre lui, le gouvernement a décidé, depuis mai 1981, de faire confiance notamment à la haute fonction publique, et même dans un domaine aussi sensible que celui de l'Intérieur. Il y a là un choix politique et de gouvernement qui prend acte de manière pratique du pluralisme français et de la continuité de l'Etat. »

Comme pour confirmer ces propos, le pouvoir vient de promouvoir des hommes ayant fait leurs preuves sous l'ancien régime. Parmi eux, Pierre Verbrugghe, nommé directeur de la police nationale à la suite du limogage de Paul Cousseran. Verbrugghe fut le bras droit de Robert Pandraud, homme-lige de tous les ministres de l'Intérieur de 1968 à 1981. Ce dernier est aujourd'hui secrétaire général adjoint de la mairie de Paris et il continue à entretenir d'étroits rapports avec les milieux de droite de la police. C'est ainsi qu'on raconte que Rémy Halbwax, l'un des flics révoqués à la suite du 3 juin, l'appelle familièrement « Bob ».

Et c'est à l'ancien adjoint d'un tel homme que le gouvernement confie aujourd'hui le soin de « reprendre en main » l'appareil répressif. On comprend l'indignation de la CGT-police qui se dit « atterrée » que « le gouvernement de la gauche refuse de rechercher en son sein des grands administrateurs et en soit réduit à faire reprendre du service à un homme usé de l'ancienne administration de droite ».

Cet épisode montre bien que rien n'est résolu dans l'appareil d'Etat. Même si Defferre et Franceschi parviennent à endiguer provisoirement les menées réactionnaires, la crise dans la police connaîtra rapidement de nouveaux développements.

Christian Picquet

PCF

Ne quittez pas, la ligne est encombrée



G. Marchais à Ivry lors d'une réunion organisée par le PCF sur le changement.

DEPUIS le plan d'austérité de Delors et la rencontre au sommet de Williamsburg, tous les commentateurs scrutent à la loupe les déclarations des dirigeants du PCF : votera, votera pas, sortira, sortira pas...

Cela n'aurait guère d'importance si ce n'était aussi les militants du PCF qui en sont à scruter les déclarations de leurs dirigeants ou bien à aller aux « rencontres-débats » organisées par le parti depuis un mois pour comprendre exactement quelle est la ligne.

Roland Leroy peut bien sûr, dans l'*Humanité* du 14 juin, balayer d'un haussement d'épaule « les inventions de la presse bourgeoise », mais que peut répondre un militant du PC à un travailleur qui lui demande : « Ton parti est pour ou contre les mesures d'austérité ? »

Doit-il lui répondre comme les parlementaires du PCF ont voté ce train de mesures qui attaquent les travailleurs, comme les camarades ministres Fiterman et Le Pors qui, jour après jour, s'affirment solidaires de la politique du gouvernement ?

Un discours byzantin

Sans doute pas, car comme le dit Le Pors lui-même, un ministre n'exprime pas au gouvernement les positions de son parti (à RTL le 12 juin).

Il vaut mieux regarder du côté de ceux qui peuvent parler, Georges Marchais par exemple. Mais là encore la tâche est difficile. Car même si la politique du gouvernement depuis deux ans, ce n'est pas Byzance, le discours du premier secrétaire est, lui, pour le moins... byzantin.

Que dit-il à Lyon le dimanche 12 juin ? « Comme l'a dit François Mitterrand, il n'y a pas de politique de rechange possible. Il ne peut y avoir pour la gauche de politique de rechange à celle qui a été définie par notre parti et le Parti socialiste en juin 1981. »

Bien. Mais selon Marchais, est-ce que c'est cette politique qui est aujourd'hui appliquée par le gouverne-

ment ? Pas tellement si l'on en croit ce qu'il dit lui-même sur Delors le 2 juin à TF1 : « Delors s'est déclaré optimiste parce que nos partenaires ont exprimé leur appréciation positive et leur appui à la politique menée par la France (...) Il n'a pas dû faire beaucoup d'efforts pour convaincre Reagan et Thatcher qu'il fallait faire payer les travailleurs. »

Encore moins si l'on écoute ce qu'il a dit la veille à Ivry : « (...) Nous constatons que le patronat poursuit sa politique de fermetures d'entreprises et de licenciements et nous ne reconnaissons pas dans les mesures prises par le gouvernement, les décisions et les politiques indispensables à l'amélioration de la santé de notre économie. »

Un gymkhana organisé

Ne parlons pas de Séguy, qui lui, dit carrément : « Les travailleurs ne veulent ni de l'austérité ni du retour de la droite » (« Face au public », le 6 juin), et qui rajoute : « Nous (nous, le parti ?) ne partageons pas du tout les options du plan Delors qui nous paraissent contrairement aux engagements qui avaient été pris. »

Le malheur dans tout cela, ce n'est pas tant le gymkhana permanent des déclarations des dirigeants du PCF, c'est surtout qu'elles servent à manier le chaud et le froid vis-à-vis des militants.

Les dirigeants du PCF avancent une fausse contradiction, « rester au gouvernement sans mobiliser contre l'austérité ou sortir et précipiter le retour de la droite ». Ainsi, Juquin dit crûment à Toulouse le 11 juin : « Si nous partions, j'ai des doutes sur le fait que cela nous aiderait à regonfler nos accus. » N'en doutons pas, le PCF ne veut pas quitter le gouvernement pour l'instant car il aurait encore plus de mal à expliquer pourquoi il ne mobilise pas contre l'austérité... et donc à « recharger ses accus ». Pour l'instant il s'évertue à court-circuiter le courant de la mobilisation... Il est toujours dangereux de jouer avec l'électricité !

Laurent Carasso

PSU

Après le congrès, la scission

VENISSIEUX, morne congrès. A 17 h, le vendredi 10 mai, tout était joué : les deux textes qui approuvaient l'entrée d'Hugette Bouchardeau au gouvernement obtenaient à eux seuls 53 % des mandats.

Les brèves présentations (dix minutes par texte) n'avaient guère permis de clarifier les divergences de fond entre cinq textes peu explicites sur bien des questions. D'autant plus que les « participationnistes », semblaient vouloir maintenir quelque distance avec la politique gouvernementale. Ils ne répondaient d'ailleurs pas au scepticisme latent : quelle est l'utilité de la présence d'H. Bouchardeau au gouvernement pour faire avancer les positions propres du PSU ? Le porte-parole de la gauche pouvait ironiser sur « la courageuse décision, prise par H. Bouchardeau, d'installer pour les pêcheurs des tabourets au bord des rivières », sans qu'il lui soit véritablement répondu. Mais au fil des commissions et des interventions, il apparaissait qu'au-delà même des frontières des courants, deux sensibilités fondamentales partageaient ce congrès.

Réalistes et « ringards »

Une grande partie des délégués a en effet complètement intériorisé le discours de l'idéologie dominante sur la crise, désormais perçue comme inévitable, incontrournable, et de longue durée. Elle développe alors un discours « réaliste », dont tout point de vue de classe est rigoureusement absent. Sur cette base, les dérapages deviennent la règle : on apprend ainsi, au fil des interventions, que parler encore de patronat est vraiment « ringard » et qu'il vaut mieux parler d'entreprises, qu'il ne sert à rien de débattre du plan Delors puisqu'il a été voté et que c'est « le plan de la France », etc. Si les directions traditionnelles de la classe ouvrière sont mises en cause, c'est pour insuffisance de réalisme (ainsi du CERES, abondamment qualifié d'irresponsable), et non pour leur rôle dans l'absence de mobilisation. Un délégué expliquera que jamais il n'a vu une direction syndicale freiner l'entrée en lutte des travailleurs.

La discussion sur la réduction du temps de travail a montré jusqu'où pouvait aller l'intériorisation des contraintes. La position de départ — commune, semble-t-il, à tous les courants — était : « La diminution du temps de travail doit s'accompagner d'une réduction de salaire pour tous ceux qui gagnent plus de deux fois le SMIC. » A mettre le doigt dans cet engrenage, la pente est vite glissante. La commission « économie » a jugé que c'était là une position démagogique, irréaliste, compte tenu du fait qu'un salarié sur deux gagne moins de 5 000 F et que la réduction des salaires devait s'appliquer également en dessous de deux fois le SMIC...

La droite de la direction a tenté de donner forme à cette sensibilité. La résolution majoritaire explique que la crise doit être considérée comme « une opportunité », qui « favorise l'émergence d'une nouvelle conscience syndicale et politique » : on ne peut « avoir pour objet de restaurer les conditions de la croissance antérieure », mais on doit au contraire « tenir compte d'une situation de stagnation prolongée ». Dans la foulée, le projet politique est celui de la bataille pour le leadership de la « deuxième gauche », vécue comme comprenant deux pôles (le PSU et un pôle rocardien « droitier ») et un enjeu : la CFDT. Reste que la crédibilité de ce projet est faible, non seulement pour des raisons de place dans le champ politique, mais aussi parce qu'il est bien difficile de percevoir quelles sont les propositions de la majorité du PSU qui se situent franchement « à gauche » de celles débattues dans le courant rocardien.

Les militants de la gauche ont été les seuls dans ce débat à maintenir des positions de classe élémentaires. Ils ont d'ailleurs tenu un langage assez homogène : contre le plan Delors et contre l'austérité, contre l'intériorisation des « contraintes », exploitée par le patronat (« compétitivité », « rentabilité »), contre la dérive atlantiste, affirmant qu'une autre politique est possible — anticapitaliste celle-là — et qu'il faut un parti « à gauche de la gauche ».

Le rappel des principes élémentaires

Le fossé était à ce point profond dans le congrès que dans l'intervention finale qu'il a prononcée au nom de l'ensemble de l'opposition, Cuny, militant du courant 5 et OS chez Peugeot, a dû rappeler avec sévérité que la classe ouvrière existait encore et la lutte des classes aussi. Seul aussi, il a rappelé les principes élémentaires de l'internationalisme prolétarien, en signalant combien lui paraissaient contradictoires les réunions pour préparer la lutte à l'échelle européenne qu'il tenait avec ses camarades de Volkswagen et de Fiat, et les références à la « concurrence » et à l'intérêt national qu'il retrouvait dans les discours gouvernementaux et patronaux.

Pour autant, la gauche n'est pas arrivée à ce congrès en donnant le sentiment de représenter une alternative cohérente : sa position sur les trente-cinq heures par exemple témoigne des pressions qu'exerce encore sur elle le réalisme ambiant.

Elle n'a pu non plus définir une position unanime sur les perspectives immédiates. La moitié environ du courant 5 a en effet décidé de quitter le PSU, moitié qui comprend l'essentiel des dirigeants de ce courant, ceux qui ont déjà une expérience ancienne des débats du PSU (Boilaroussie, Richter, Schulbaum, etc.). L'autre moitié a choisi d'y rester encore quelque temps, et si l'on y trouve beaucoup de militants plus récents que l'accélération des débats a surpris, les conditions locales ont également souvent pesé sur ce choix.

Des projets politiques flous

Pour chacune des composantes du PSU, à vrai dire, c'est sans doute maintenant que les difficultés commencent. Pour la majorité, il est en effet assez évident qu'elle aura bien du mal à maîtriser la « dialectique », comme elle dit, entre l'expression propre du parti et celle de Bouchardeau. La preuve en a été apportée, sans tarder, par le meeting tenu par H. Bouchardeau vendredi soir à Lyon, et par la conférence de presse qui a suivi le congrès. Si le texte de la résolution majoritaire maintient quelques doutes quant à l'efficacité économique de la politique gouvernementale, H. Bouchardeau déclare défendre « ce qu'a accompli le gouvernement et ce qu'il va accomplir ». Le texte rédigé par la commission économique précise que « le plan Delors ne peut pas être assimilé à une politique de droite ». H. Bouchardeau déclare, elle, qu'il s'agit « d'une politique de gauche ». La résolution majoritaire parle de « développer nos liens avec le tissu associatif ». Mais Bouchardeau définit surtout le progrès qualitatif qu'a représenté son accession au gouvernement dans les rapports avec le tissu associatif : « Fini le temps du compagnonnage, nous sommes maintenant les représentants du pouvoir. » Bref, les militants restés au PSU n'ont pas fini d'avoir le mal de mer.

Ceux qui partent n'ont pas non plus le sentiment d'avoir la tâche facile. Certes, le fonctionnement



Le PSU aura à maîtriser l'expression propre du parti et celle d'Hugette Bouchardeau.

adopté est un fonctionnement « externe-interne », maintenant la liaison avec « ceux qui restent » autour du bulletin *Gauche autogestionnaire*. Ceux qui restent assurent qu'ils maintiendront ce contact et qu'ils auront une pratique très autonome par rapport à la direction du PSU. Ceux qui partent annoncent leur intention d'entrer en contact avec « des communistes critiques, des syndicalistes, d'ex-militants d'extrême gauche ». Les formes d'organisation qu'ils songent à se donner sont cependant bien floues.

Quels moyens ?

J.-J. Boilaroussie déclarait à la tribune du congrès que ce qui distinguait la gauche du PSU de l'extrême gauche « traditionnelle », c'est qu'elle ne croyait pas que le parti puisse se construire par agglomération progressive autour d'un noyau programmatique, mais qu'elle tenait le plus grand compte des apports de l'expérimentation, de l'initiative ouvrière, des luttes. Fort bien. Mais quels moyens se donnent exactement ces camarades pour permettre que cette expérimentation, ces initiatives, ces luttes soient la base d'une élaboration collective ? La ré-

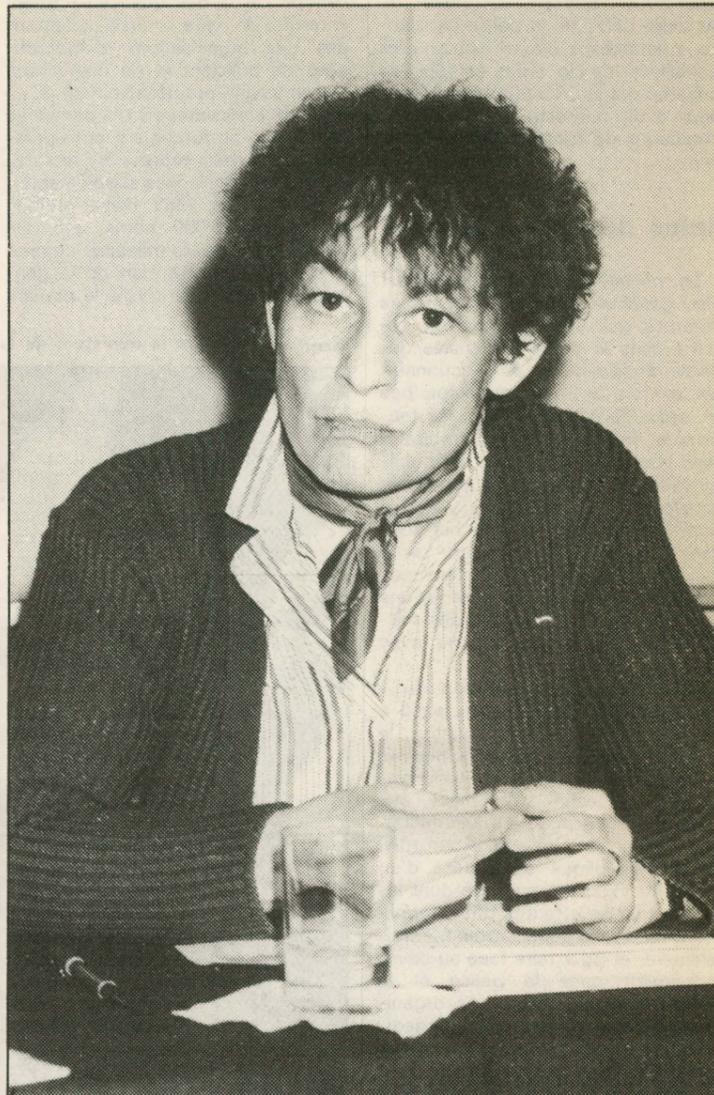
ponse n'est pas claire. Elle devra en tout cas être formulée rapidement. Pour ce qui nous concerne, il va de soi que la LCR est prête dès mainte-

nant au dialogue, aux débats, aux confrontations et, chaque fois que cela sera possible, à l'unité d'action.

J. Kergoat et F. Sittel

Les votes

Texte 1 (Leduc, Ravenel, opposés à l'entrée de Bouchardeau au gouvernement) : 9,19 %.
Texte 2 (Salvator, texte issu de l'ancien courant Leduc-Ravenel, favorable à l'entrée de Bouchardeau) : 22,97 %.
Texte 3 (Depaquit, favorable à l'entrée) : 30,23 %.
Texte 4 (basiste) : 9,95 %.
Texte 5 (gauche, fusion des anciens courants A et D du dernier congrès) : 27,65 %.



CHOMAGE

Pourquoi les mesures élémentaires n'ont pas été prises ?

MEME les chiffres officiels du chômage reprennent leur ascension : les diverses mesures cachant le nombre de chômeurs n'ont plus d'efficacité. Ni les stages de « formation », ni les « contrats de solidarité »... Et Bergeron annonce même que « l'assurance-chômage est en péril » (*Le Parisien libéré* du 15 juin). De nouveau ! Malgré la diminution des allocations et l'augmentation des cotisations. Seule la décision proposée, d'ailleurs, une nouvelle hausse de ces cotisations, de 2 % cette fois...

Au même moment, Yvon Gattaz dénonce les résultats du plan Delors : l'austérité a mis « l'économie totalement à plat », titre *les Echos* du 15 juin. Alors que le même quotidien patronal annonce que Laurent Fabius « tente de remobiliser le patronat », avec « 25 milliards en vue pour moderniser l'industrie ».

Noires perspectives : aucune mesure n'a poussé les patrons à embaucher, sauf la baisse des coûts salariaux, et en particulier le travail à mi-temps « suggéré » aux femmes et aux jeunes. D'ailleurs, *Libération* de lundi 13 et mardi 14 publiait un dossier sur « les 90 000 suppressions d'emplois en cours depuis le début de l'année et programmées d'ici fin 1983 ». Ce chiffre et ces données détaillées confirment l'article de Maxime Durand, dans *Rouge* du 27 mai, « Les perspectives catastrophiques du 9^e plan ».

Nous expliquons que cent mille emplois seraient supprimés chaque année, dans le cadre de ce « plan » dont discute actuellement l'Assemblée nationale. Il s'applique déjà, avec d'autant moins de difficultés qu'il se contente de suivre les dispositions prises par le patronat de longue date.

Contrôle ouvrier ou chômage

Traitant ce phénomène du chômage comme « un mal aggravé par la politique du gouvernement », Gattaz prétend proposer ses solutions : chômage à temps partiel, allègement des charges... Mais, aujourd'hui, qui ne voit où cela mène ?

En revanche, une question doit être posée. Pourquoi donc les mesures évidentes, élémentaires, n'ont-elles toujours pas été prises depuis mai 1981 (voir *Rouge* du 10 juin) ?

● Mieux vaut la recherche du plein emploi grâce aux 35 heures par semaine que la crise de l'assurance-chômage. Mais les patrons, bien sûr, ont une préférence marquée pour la solution qui fait payer les travailleurs.

● Mieux vaut contrôler les investissements pour s'assurer que les dépenses indispensables sont faites.

Mais le gouvernement estime que seules les règles du marché capitaliste sont bonnes !

● Mieux vaut, tout de suite, marquer la nécessité, — dans le cadre du développement de l'informatisation de diverses tâches — d'un temps de travail nettement inférieur à 35 heures par semaine, accompagné d'une politique de formation professionnelle sous le contrôle des organisations de travailleurs. Mais les patrons, les mêmes qui multiplient le nombre de chômeurs, estiment que leur liberté de gérer l'économie est un droit au-dessus de tous les autres.

En réalité le choix sera de savoir si la majorité PS-PC préfère laisser le contrôle patronal sur les investissements, les embauches, le chômage, ou si elle accepte de donner aux travailleurs les moyens d'imposer leur contrôle à eux. Contrôle sur la réalité des investissements, sur les fortunes, sur les plans industriels, sur les embauches et les licenciements...

Pourquoi, après les grossières erreurs sur le « plan nucléaire », accepter les calculs patronaux sur le charbon et la politique énergétique (voir p. 13) ?

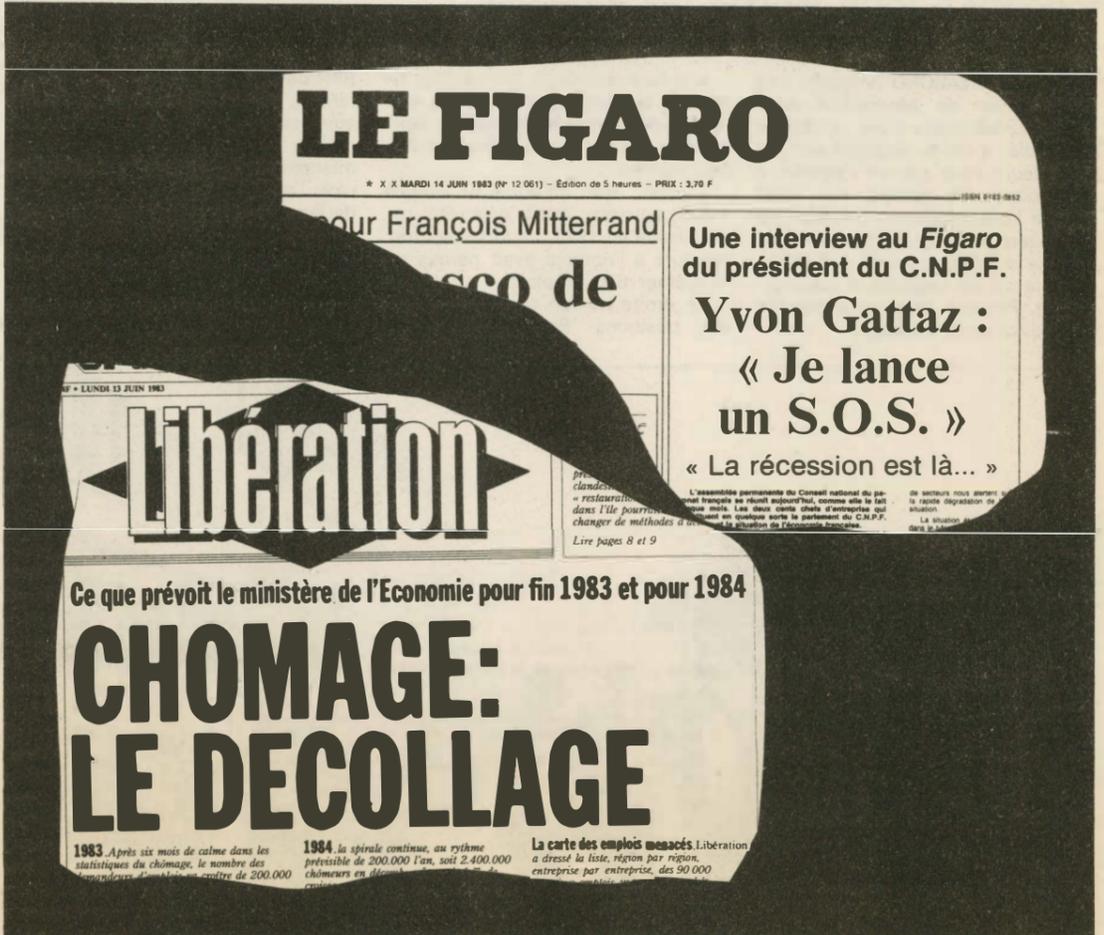
Pourquoi ne pas avoir tenu l'engagement de nationaliser diverses entreprises, telle Montefibre aujourd'hui occupée par les travailleuses et travailleurs (voir p. 12). Et pourquoi gérer les entreprises nationalisées comme par le passé (voir p. 12 les exemples de la sidérurgie et de Rhône-Poulenc) ?

Un choix urgent

Dans la réalité, les choix deviennent urgents : pour éviter l'échec qui menace sur le plan économique, social et politique. Le problème est clair : les privilégiés, au nom des « lois du marché », peuvent-ils tout diriger ? Est-il supportable que la grande masse des travailleurs, des jeunes et des femmes massivement privés d'emplois à plein temps, subissent la loi faite par 2 à 3 % de privilégiés ? Peut-on accepter que les vrais capitalistes de ce pays, environ 25 000 personnes, continuent, entourés de leur clientèle et de leurs amis, à faire leur beurre sur le dos des exploités ?

De telles questions, certainement, feraient ricaner divers idéologues qui veulent faire oublier leur passé, tels ceux de *Libération*... Elles se heurtent à une énorme gêne parmi les militants du PCF et d'une grosse partie du PS... Elles n'en sont pas moins actuelles. Quand les patrons contrôlent tous les moyens d'investissement et tout le fonctionnement des entreprises, ce sont nécessairement les travailleurs qui en subissent les conséquences. Cette contradiction devient déterminante.

Pierre Rème



La loi sur l'égalité professionnelle remise en cause au Sénat

LE projet de loi sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, après avoir été examiné par le Sénat le 2 mai, devrait venir en deuxième lecture à l'Assemblée nationale dans la semaine.

Déjà largement édulcoré avant le vote au Parlement début décembre 1982, ce projet, après être passé entre les mains du Sénat, majoritairement de droite, n'est plus qu'une pâle affirmation de principe.

Car ils n'ont pas manqué de culot les sénateurs ! S'ils ont vidé la loi du peu de contenu qu'elle avait encore, ils l'ont fait sous couvert de « féminisme ».

Dans le débat, Le Breton, député centriste du Morbihan, ne disait-il pas : « Une femme doit pouvoir choisir sans que pèse sur elle le mythe du travail libérateur » !

Ou encore cette député des Yvelines : « A trop vouloir défendre les femmes dans le travail, on risque de limiter leur promotion. » Sic !... Mais surtout : « La vraie question n'est pas abordée dans votre projet de loi. Que ne déposez-vous, Madame, un texte qui s'intitulerait : "Comment changer un mari misogynie en mari féministe." » Voilà une mesure qui ne coûte pas cher au patronat !

Car c'est bien à ce seuil que s'arrête le « féminisme » de la droite. Féministe en parole, pour le reste c'est fonction du prix à payer !

Les amendements votés au Sénat sont sans ambiguïté, l'esprit dans lequel ils ont été rédigés, de l'aveu même de la commission, est on ne peut plus clair : « Ne pas occulter la vocation maternelle des femmes et ne pas créer de nouvelles difficultés aux entreprises. » Car pour la bour-

geoisie, ses propres conceptions des solutions à la crise s'accroissent mal de la reconnaissance pratique de droits égalitaires dans le travail pour les femmes.

Dès lors, on comprend bien pourquoi tous les amendements proposés par la droite vont dans le sens de rendre complètement inoffensive la loi sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.

Le plan de rattrapage

Le point le plus important du projet de loi était le plan de rattrapage prévu dans les entreprises. Et le mouvement des femmes, le GRIEF en particulier, avait critiqué le fait que cette mesure n'était que facultative, soulignant qu'aucune contrainte n'était prévue à l'égard des employeurs — hormis une incitation financière — elle avait peu de chances d'être réellement appliquée.

C'était en effet le point sensible pour le patronat. Le Sénat supprime donc le rapport spécifique annuel sur la situation des femmes et des hommes dans l'entreprise qui devait être fourni par l'employeur au comité d'entreprise et aux délégués du personnel. L'argument employé est que ce rapport constitue une charge trop lourde et trop contraignante pour les entreprises ! Et puis des fois qu'il viendrait à l'idée des syndicats et des travailleurs, au vu des données chiffrées, de vouloir mener des luttes ! Est supprimé également l'article qui prévoyait une aide financière de l'Etat aux entreprises qui auraient eu la mauvaise idée de vouloir prendre au pied de la lettre les paroles d'Y. Roudy et appliquer le fameux plan de rattrapage ! Ceci pour éviter tou-

te discordance dans les rangs du patronat.

Le deuxième aspect de la loi amendée au Sénat concerne l'intervention des syndicats.

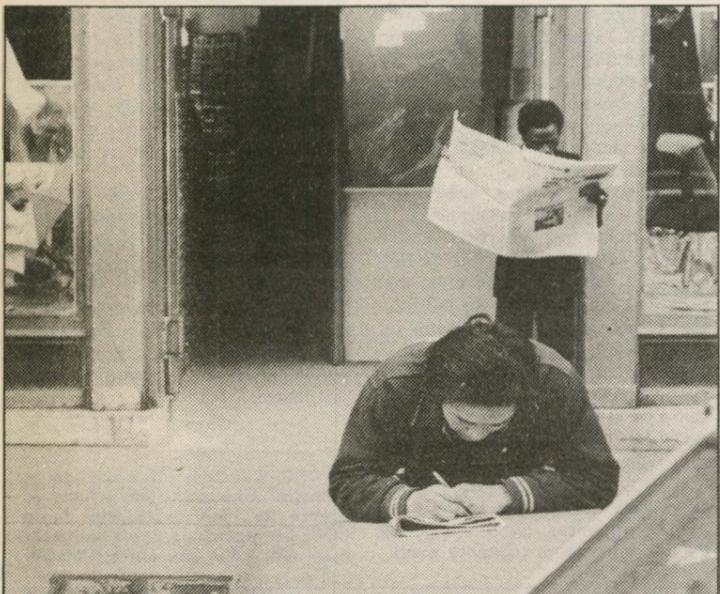
Les possibilités d'intervention réduites

Ici encore, le Sénat limite encore plus les possibilités d'interventions dans un cadre collectif et s'en prend aux syndicats. L'article qui prévoyait qu'une organisation syndicale pouvait mener une affaire en justice, après avoir simplement informé l'intéressée, est modifié dans le sens où pour mener cette action il lui faudrait maintenant l'accord de l'intéressée. Ce qui réduit la possibilité d'intervention au départ à une initiative individuelle.

Et enfin, dernier point modifié « pour ne pas mettre en difficulté les entreprises » : le Sénat estime que l'employeur ne doit pas se voir imposer seul la charge de la preuve en cas de litige relatif à l'égalité des salaires, mais qu'elle doit être partagée avec l'employée discriminée !

Les sénateurs de gauche se sont abstenus sur la loi ainsi amendée au Sénat, le débat est donc renvoyé à l'Assemblée nationale. Mais l'épisode du Sénat a prouvé, s'il en était besoin, l'ampleur des résistances de la droite et du patronat à promouvoir une réelle égalité au travail entre les femmes et les hommes. Pour vaincre cette opposition, il est clair qu'une loi, par ailleurs timorée, n'y suffira pas. C'est par la lutte, par l'instauration d'un rapport de forces de l'ensemble du mouvement ouvrier et du mouvement des femmes, que ce droit pour toutes les femmes pourra être conquis.

Sonia Folloni



TEXTILE MONTEFIBRE-VOSGES

La production sous contrôle ouvrier

● Les actionnaires ont décidé de fermer les portes. 560 emplois sont supprimés. Les ouvriers occupent pour sauver les emplois.

S AINT-NABORD (Vosges). Les grilles de Montefibre sont surmontées d'une immense banderole : « Usine occupée par les travailleurs pour sauver l'emploi. » A la porte, les gardes, eux aussi dans la lutte, expliquent : « Nous ne contrôlons plus les entrées, on appelle le délégué syndical. » C'est lui qui a la clé du cadenas, il nous attendait. Poignée de main fraternelle et la discussion s'engage.

Les actionnaires de Montefibre, filiale de la Montedison italienne, ont décidé de fermer les portes de l'entreprise à la fin du mois. Elle emploie 560 salariés.

L'usine, qui a compté jusqu'à 1 300 ouvriers, avait déjà été restructurée en 1978. La lutte des travailleurs à l'époque avait permis de conserver 600 emplois.

La droite ne fait pas mystère de ses positions. Poncelet, sénateur

RPR des Vosges, a déclaré : « Montefibre, c'est fini. » La politique de concessions du gouvernement a permis aux actionnaires de cette multinationale de supprimer les emplois en toute impunité. La liquidation a été prononcée. L'incertitude continue à peser sur le paiement des salaires de juin.

Pour le député socialiste Valroff, « la liquidation est de nature à favoriser une reconversion industrielle ».

Reconversion jugée hypothétique par le secrétaire de la section CGT de l'entreprise, Gilbert Formet. Pour lui, les travailleurs ne « veulent pas lâcher la proie pour l'ombre » et « se battent pour le maintien des 560 emplois. Se battre sur le terrain de la reconversion, c'est signer un chèque en blanc. Les propos du gouvernement annonçant une reconversion longue et dramatique ne sont pas faits pour nous rassurer. Nous avons écrit partout, nous n'avons eu aucune réponse. Le gouvernement tient la clé de la situation entre ses mains ». C'est pourquoi la CGT réclame la nationalisation de l'entreprise, au sein de PCUK, d'Elf-Aquitaine ou de CDF chimie. Gilbert Formet reconnaît qu'il faudra avoir le débat avec les travailleurs sur la question de l'indemnisation.

« sont pas en grève », ils occupent l'usine et continuent la production sous leur propre contrôle. Les patrons n'ont plus le droit d'y pénétrer. Aux grilles, ce sont des responsables syndicaux qui filtrent les entrées, distribuent les bons de sortie, les bons d'essence des voitures de l'entreprise, contrôlent les arrivées de matières premières et de fuel. L'ambiance est au beau fixe, comme la météo, et les ouvriers, par petits groupes, circulent dans l'usine, viennent aux grilles pour avoir les dernières nouvelles ou discuter le coup. La production continue mais les chefs se font discrets.

A chaque entrée d'équipe, une prise de parole pour informer les travailleurs sur l'évolution de la lutte. L'occupation et la poursuite de la production ont été votées en assemblée générale. Déjà, des travailleurs d'autres entreprises sont venus apporter leur solidarité. Le responsable CGT dit qu'il a reçu les témoignages de solidarité du PCF, de la LCR et de quelques sections socialistes locales. Pour lui, « les patrons sabotent tout progrès social et ce gouvernement ne leur plaît pas ; mais nous critiquons fortement le gouvernement qui a viré à droite dernièrement. Ce que nous lui demandons, c'est de nous donner du travail ».

Charles Suze



Manifestation des ouvriers de Montefibre, déjà menacés de licenciement, en 1978...

Le député PS débat dans le vide

Sommé par l'assemblée générale des travailleurs, le 7 juin, de téléphoner à Paris devant eux, le député socialiste a été incapable de trouver un quelconque interlocuteur. « Il se débat dans le vide, il ne propose que du vent », remarque un travailleur.

Les ouvriers de l'entreprise « ne

Nationaliser le textile

La LCR a publié un communiqué de solidarité dès le début de la lutte. Communiqué dans lequel elle dénonce la droite, elle appelle à la mobilisation et met le gouvernement devant ses responsabilités face à l'emploi. Elle était présente à la manifestation du 4 juin à Remiremont.

La section des Vosges de la LCR

a proposé au PSU de faire une affiche commune demandant notamment au PS et au PCF de nationaliser le textile. Devant le refus du PSU, elle la sortira seule, tout en proposant que toutes les organisations ouvrières du département créent un comité de soutien à cette lutte exemplaire dont l'issue pèsera lourd.

RHONE-POULENC

Le P-DG socialiste poursuit l'œuvre du précédent

Où en est la nationalisation à Rhône-Poulenc ? Poser cette question à quelques délégué(s) du congrès CFDT Hacutex (du 25 au 28 mai à Valence) permettait de préciser concrètement ce que signifie « le respect de la loi du marché » dans une entreprise où un militant socialiste rocardien, Le Floch, est devenu P-DG...

O N nous rend coupables des mauvais résultats financiers », explique Christian, de l'usine d'Arras. Une note technique faisant apparaître une perte de cinquante millions de francs nouveaux en 1982 leur a été diffusée. Elle insiste sur le fait que « les salariés travaillent mal ». En fait, des craintes se font jour sur l'avenir de l'usine où, pourtant, plus de cent cinquante anciens intérimaires ont été embauchés.

Ce petit air de changement a rapidement été contredit. Les transferts de production de Besançon vers Arras s'accompagnent de mauvais résultats en terme de qualité de production. « Tout se passe comme si on devait réapprendre les procédés », mais « les primes résultats » sont tout de même maintenues.

Incohérence ? Certes pas. Des investissements sont faits, selon des choix très stricts. Ainsi, dans le secteur « film », l'usine de Mantes-la-Jolie (mille travailleurs) semble vouée à fermer alors que près de Lyon (à

Saint-Maurice-de-Beynot), cinq cents millions ont été investis, en prenant même en compte le savoir-faire des travailleurs.

Du coup, le délégué de cette usine souligne que « la droite n'aurait certainement pas fait cet investissement ; il y a eu, selon lui, des corrections du plan textile ». Et il semble, en effet, que la nationalisation s'accompagne d'investissements plus importants, grâce aux fonds publics et dans des créneaux choisis. Il semble aussi y avoir plus de souci d'« humaniser » une restructuration qui continue.

« Sur le fond, explique Roland, de Besançon, Le Floch est resté sur le plan de Gandois (1). Et nous ne sommes pas plus convaincus des justifications pour arrêter certaines productions. Pas plus maintenant qu'en 1977. » En fait, souligne-t-il, « Le Floch aurait dû tout réexaminer, tout réétudier. Mais il s'est contenté de dire : "Je suis un industriel et je dois faire de l'argent." Il fallait se débarrasser de certains

directeurs », renchérit le délégué de Saint-Maurice-de-Beynot.

Il y a tromperie

En réalité, affirme une militante de Besançon, « on ne tient pas compte de nous ». Dans cette usine de deux mille deux cents salariés, il en reste à peine deux cents. Des primes au départ d'un montant de dix millions par personne ont été données... « On nous a proposé des reconversions, expliquait Roland à la tribune du congrès, il y en a 383 réalisées aujourd'hui, dont un tiers au niveau du SMIC. Oui, il y a tromperie. Il se passe des choses aberrantes et inqualifiables pour un gouvernement de gauche », soulignait-il.

Devant un tel bilan, leurs critiques à l'égard de la direction confédérale de la CFDT n'étaient pas moins vives : « On a perdu toutes nos orientations ; tout ce qu'on a écrit sur les nationalisations, ce n'était pas en fonction de la rentabilité des produits tels que les patrons la définissent. »

Pierre Rème

1. Jean Gandois, ancien P-DG de Rhône-Poulenc, est aujourd'hui chargé du dossier de la société sidérurgique belge Cokerill...

LONGWY

L'unité a mobilisé

D EPUIS bien longtemps, l'unité intersyndicale n'était plus qu'un mirage dans le bassin de Longwy. Devant l'ampleur des suppressions d'emplois prévues par le plan acier (quatre mille au minimum sur six mille ouvriers actuellement) et sous la pression d'une base qui ne se mobilisait pas lorsque les syndicats étaient divisés, la CGT, la CFDT, FO et la CGC-Sidestam (1) ont créé un front syndical commun (FSC). Ce front a pour but de sauver l'emploi dans le bassin autour d'un projet industriel qui permettrait le maintien de toutes les installations.

Nul doute que la pétition lancée par soixante-dix-neuf sidérurgistes, il y a quelques semaines, à l'initiative de militants CGT, CFDT et non syndiqués, a permis de débloquent la situation. Son écho auprès des travailleurs a été indiscutable, bien au-delà du nombre de signatures recueillies.

Les premiers tracts du front syndical ont décontenancé les travailleurs, qui ont dû s'y reprendre à deux fois pour se rendre compte que l'unité était enfin réalisée.

Le front syndical commun appelait à des débrayages le jeudi 10 juin et organisait un meeting. De l'avis de plusieurs militants syndi-

caux, la surprise fut grande de voir quinze cents ouvriers au meeting unitaire où chaque organisation prit la parole et où les travailleurs ont pu s'exprimer largement. Les rencontres demandées au ministère ou aux groupes parlementaires de la majorité n'ont pas suffi à faire taire les interrogations : « Et si ça ne marche pas à Paris, qu'allons-nous faire ? » « Il faut aller dans le sens de 1979 » (référence à la lutte contre le précédent plan acier), dit un délégué CGT. « Mais il faut une commission de contrôle des travailleurs sur le FSC pour qu'il ne rompe pas sur tout et n'importe quoi. »

Le tout jeune FSC, même s'il a réussi là une mobilisation d'ampleur, suscite encore la méfiance des travailleurs qui ont peur de n'y voir qu'une unité bien fragile. Cependant, les problèmes que se posaient, depuis des mois, des dizaines de militants, sont aujourd'hui posés par un début de mobilisation de masse.

Ch. S.

1. CGC-Sidestam : il s'agit de la branche employés-techniciens et agents de maîtrise (ETAM) de la CGC ; les ingénieurs et les hauts cadres sont dans une autre branche.

CHARBONNAGES DE FRANCE

Des suppressions d'emplois à la pelle

● Le PCF s'élève contre la politique gouvernementale du charbon...sans remettre en cause la politique de l'énergie. Les mineurs paient la note

La production charbonnière définie en comité interministériel a mis de l'eau dans le gaz au sein de la majorité. Le PCF, Philippe Herzog en tête, est monté en ligne pour exiger une politique de développement d'une « ressource nationale ». Et un délégué au 62^e Congrès CGT des mineurs, début juin à Saint-Etienne, a systématisé la critique : « La gauche n'a pas été élue pour faire la politique de la droite. »

« Dans le prix d'une tonne de charbon, il n'y a pas que le prix marchand, expliquait en mai dernier François Mitterrand aux mineurs de Lens, il y a aussi ce que coûte à l'économie française une importation en devises. Il faut y ajouter ce que peut signifier la désertification d'une région comme celle-ci, la remise à zéro des investissements, le coût du chômage, le coût social. » On ne saurait mieux dire ! D'autant que la France importe aujourd'hui plus de la moitié du charbon nécessaire à sa consommation, que le coût du chômage croît à mesure que la liste des licenciements s'allonge. Les mineurs en font partie.

Mais prudent et connaisseur en matière d'« impératif industriel », François Mitterrand ajoutait que l'« Etat ne pourrait couvrir à la fois l'énorme déficit de l'extraction charbonnière prolongée artificiellement et dans le même temps participer à la renaissance industrielle du bassin minier ».

Désertification du Nord ?

Cette politique-là se traduira en dix ans par la suppression de 22 000 emplois. Entre 2 000 et 2 500 suppressions d'emplois par an, donc, avec les conséquences qui s'enchaînent : la « désertification d'une région » dont parlait Mitterrand.

Rappelons quelques chiffres. En 1946, 47 millions et demi de tonnes de charbon produites, 211 189 mineurs de fond. 1958 : la production s'accroît, avec 59 millions de tonnes, mais la productivité aussi ; les mineurs de fond ne sont plus que 155 300. 1968 : la production est

sensiblement égale à 1946 avec une productivité multipliée par deux et demi, et un nombre de postes deux fois et demi moindre qu'en 1946. En 1975, la production est réduite de moitié, la productivité, elle, s'accroît toujours ; il ne reste plus que 41 032 mineurs de fond (deux fois moins qu'en 1968, cinq fois moins qu'en 1947). 1981 et les années qui suivront se présentent sous les mêmes auspices. Une production qui décroît, des puits qui ferment, un nombre de postes qui se réduit. On peut estimer sans grande possibilité d'erreur que la production, trois fois moindre qu'en 1947, sera source d'emplois pour un nombre de mineurs environ neuf fois moindre qu'à la même date.

L'accroissement de la productivité n'a donc jamais servi à maintenir l'emploi en diminuant le temps de travail, ni avant 1981 ni après. Il est même question en haut lieu aujourd'hui de demander à CDF (Charbonnages de France) de dénoncer l'accord signé prévoyant la réduction à 35 heures au fond en janvier 1984. La solution conseillée serait d'accroître la rentabilité, l'utilisation des installations, du matériel, avant toute mesure de réduction du temps de travail.

Le niveau estimé de la production charbonnière dans les années quatre-vingt-dix avoisinerait les 15 millions de tonnes. La fermeture des houillères du Nord-Pas de Calais et du Centre-Midi en serait le prix (soit 25 000 mineurs en 1990 pour produire 15 millions de tonnes, au lieu de 142 600 mineurs pour 59 millions produites en 1958).

Au passage, l'impasse est faite, dans les plans de restructuration de la production charbon de CDF, sur les résultats des autres activités du groupe : l'industrie, la chimie, les services. Les coûts d'investissements dans les houillères ne prennent pas en compte les profits réalisés par CFD chimie par exemple. Sofirem, filiale « services » de CDF, est chargée pour partie des opérations de reconversion dans les bassins... investissements compris.

« L'étude faite par les communistes, lisait-on dans l'Humanité du 9 juin, démontrant que la tonne de

charbon importé coûtait en fait deux fois plus cher que la tonne française, n'a jamais été démentie... »

Charbon et nucléaire

Même si elle est juste, la remarque est un peu courte. Car la politique énergétique gouvernementale se traduit en plus par la prolifération des centrales nucléaires, en France, ou vendues clés en main à l'étranger. D'après les dernières études récemment parues, c'est un véritable gâchis ! La conclusion est simple : un refus d'investissement suffisant des fonds publics dans les charbonnages produira des chômeurs, en même temps qu'un gâchis d'investissements dans le nucléaire se traduit par un « surplus de centrales »... avec les menaces directes qu'elles font peser sur les populations et l'environnement.

Les mêmes cabinets ministériels qui décident du développement des centrales nucléaires, « indispensables à l'indépendance énergétique de la France », refusent le maintien de la production des charbonnages. Il y a toutes les raisons de réfuter en bloc les deux argumentations. Le PCF, lui, s'y empêtre, en défenseur du nucléaire.

Aucune possibilité de choix n'est donnée aux travailleurs de ce pays en ce qui concerne la politique énergétique. Tant que ces décisions restent l'objet de discussions « secrètes » dans les couloirs des ministères, les mineurs de fond ont toutes les raisons d'exiger le maintien intégral de leurs acquis, la diminution du temps de travail avec embauches correspondantes, l'abrogation du plan charbon du gouvernement.

« Mais la mine c'est dur » disent les promoteurs d'énergie propre ». Les mineurs connaissent la plupart des règles pour améliorer leurs conditions de travail. Elles ne sont pas appliquées aujourd'hui au nom de cette même rentabilité qui supprime des emplois. L'emploi garanti, qu'on donne donc aux mineurs les moyens d'organiser le travail à la mine, sous leur contrôle !

Michel Morel

AIR-FRANCE pas touche aux acquis

Réaction massive, unitaire, du personnel d'Air-France face aux attaques que préparait la direction contre leur caisse de retraite : augmentation des cotisations, pour pallier le découvert. CGT, CFDT, FO et SNMSAF (mécaniciens au sol) ont appelé à un débrayage de quatre heures mercredi 15 juin au matin, avec délégation massive à la direction et à Maignon, qui se sont tenues, malgré les tentatives de diversion de la CGT.

Comme à l'EDF, l'étiquette « privilégiés » fleurit sur le dos du personnel d'Air-France. En fait, la caisse de retraite ne leur apporte guère d'avantages comparée au régime ordinaire, exception faite des hauts salaires. Ceux qui se sont mobilisés en premier, les secteurs entretien, réparation, vérification des avions, partagent les conditions de travail et de salaire d'un secteur industriel comme un autre. Les réparations et l'entretien de nuit ou pendant les week-end sont monnaie courante.

A l'annonce de la riposte du personnel, la direction a déclaré « les mesures suspendues ». N'ayant aucune garantie concrète, les travailleurs d'Air-France ont décidé de maintenir leur mouvement.

DEPOT-SNCF LONGWY

une grève active

Après une semaine de grève, les roulants du dépôt de Longwy ont repris le travail (voir Rouge n° 1066). Ils ont obtenu la création de quatre postes, échelonnée sur l'année, sur les six postes supplémentaires revendiqués ; l'assurance de ne pas appliquer la « conduite à agent seul » sur les locomotives inadéquates, en attendant fin juin la réunion d'un groupe de travail sur ce point.

A la dernière assemblée générale, vendredi 3 juin, le vote de reprise fut serré : 45 pour, 36 contre. La CFDT s'était prononcée contre. Elle estime le nombre de nominations insuffisant et n'accepte pas le refus de « garantie du maintien des effectifs de l'établissement par remplacement d'office de tous les départs ». Le secteur fédéral CGT, « favorable aux propositions de la SNCF », avait prévenu la CFDT qu'il appellerait de toute façon à la reprise du travail, indépendamment du vote de l'AG ! La position CGT locale était par contre mitigée. La FGAAC (autonomes) a favorisé la reprise sans position bien claire.

La grève a été active, blocage du trafic local, AG, manifestations.



Les grévistes refusant même les préalables à la négociation de la direction SNCF, pour imposer au contraire leurs propres conditions. Ils ont accepté seulement de lever le blocus des poches de fonte d'Usinor dont ils assurent les convois devant les menaces de chômage technique dans cette entreprise. De nombreux grévistes ont pris conscience qu'aller au-delà d'un certain seuil d'action nécessite un rapport de forces plus large, alors que les organisations syndicales ne jouent pas leur rôle en ce sens. Leurs inquiétudes quant à l'emploi à la SNCF sont par ailleurs totalement justifiées. Dans une note signée Delors et Fiterman au président de la SNCF sur « le programme de réduction des dépenses de la SNCF », ne lit-on pas : « Ces orientations doivent notamment vous conduire à un réexamen de la programmation retenue en matière d'effectifs. »

FAIENCERIES QUIMPER Pétition unitaire

« Les Faienceries sont aujourd'hui en danger de mort. Cela par la faute du patron, monsieur Verlingue. Malgré une première vague de licenciements, 78 en tout, il est certain qu'en l'absence de tout plan de redressement sérieux c'est la totalité des emplois qui risquent de disparaître », explique entre autres la pétition qui circule sur Quimper à l'initiative du syndicat H. B. Henriot, exigeant : « l'annulation des licenciements, l'arrêt de la répression antisyndicale ; la mise en place d'un véritable plan de relance incluant une participation des pouvoirs publics, négociée avec le syndicat et le personnel, ayant pour objectif de maintenir l'outil de travail et les emplois ».

La CGT, la CFDT, la FEN, le PS, le PCF, l'UDB, le PSU, la LCR soutiennent ce texte, le font massivement signer sur les entreprises, les quartiers, les marchés, « demandent aux ministères concernés d'agir efficacement dans ce sens ».

SKF VITRY La direction à la porte

SKF Vitry, 615 travailleurs (ils étaient 2 250 en 1962), est occupé depuis trois semaines contre la liquidation de l'entreprise. « On a mis la direction de l'usine à la porte », explique un responsable CGT.

L'entreprise fabrique des roulements et 75 % de sa production est destinée à Peugeot (PSA).

Le 9^e Congrès de l'UD-CGT du Val-de-Marne a décidé d'une journée d'action le 22 juin autour de la lutte de SKF.

La CGT réclame l'établissement d'un contrat entre les pouvoirs publics et les entreprises produisant en France, le contrôle des importations abusives, la diversification de la production, investir et moderniser l'outil de travail pour créer les conditions d'une industrie française du roulement à Vitry...

« Pourquoi pas nationaliser SKF ? », demandait un délégué au congrès CGT du Val-de-Marne. « On n'a pas le rapport de forces », répondit la direction de l'UD.

Justement ! Ce mot d'ordre lié à la garantie de l'emploi serait sans doute le plus mobilisateur à SKF, comme dans les autres entreprises de Vitry... pour créer le rapport de forces afin que « SKF vive ».



CFDT

Première réunion nationale de l'opposition

Désigné le samedi 11 juin, le collectif de coordination a tenu une conférence de presse le mardi 14. Il annonçait une prochaine réunion nationale en octobre. En même temps une revue verra le jour, sous la responsabilité d'un comité de rédaction provisoire.

VISIBLEMENT, une étape importante a été franchie le 11 juin pour la consolidation et l'élargissement d'une opposition qui soit une alternative à la direction confédérale de la CFDT.

Un regroupement a abouti à une réunion nationale de plus de quatre-vingts syndicats. Certains ont fait partie des cent trente signataires d'un texte contre le quitus lors du dernier congrès confédéral, à Metz, en mai 1982. D'autres se sont orientés vers la construction d'une opposition plus tard : dans la branche papier-carton, par exemple, à l'occasion des mesures bureaucratiques prises par la confédération à leur encontre... Pour d'autres, telle la CFDT de Renault-Flins, la convergence s'est faite sur le projet d'élaborer, sur la base d'un texte, un rassemblement large de structures CFDT voulant ouvrir une autre voie, devant l'impasse et l'échec auxquels conduit l'orientation de la direction. Mais, comme le rappelait Daniel Richter (CFDT Flins) (1), lors de la conférence de presse, diverses manifestations de rejet de la politique de la direction confédérale remontent loin : dans leur cas, signalait-il, ils avaient combattu, dès 1974, « l'opération des Assises du socialisme » (qui ont vu l'équipe Maire lancer un appel au soutien au PS).

Présentant l'état du regroupement, Jean-Pierre Anselme (branche papier-carton) montrait que des syndicats qui étaient dans la majorité à Brest (1979) sont devenus partie prenante de l'opposition. Patrice Lorson (santé, Yvelines) devait préciser, en réponse à une question de journaliste, qu'il « ne faut pas parler des

perspectives de "notre" mouvement parce que le regroupement en cours, justement, est indissociable d'un mouvement de débat beaucoup plus large au sein des structures de la CFDT ».

Un mouvement beaucoup plus large

Serge Roux (santé, région parisienne) insistait sur la demande, pour permettre le débat au sein des syndicats, d'une publication du texte « Pour une autre démarche syndicale » dans la presse confédérale. Et Daniel Richter soulignait que « dans les congrès, 30 à 40 % des mandats expriment des courants d'opposition alors que le conseil national confédéral (2) vote largement l'orientation ». Jean-Paul Halgan (Caisse d'épargne) rappelait, à ce sujet, que ce conseil national avait « avant le congrès de Metz adopté le projet à plus de 90 % alors que celui-ci ne recueillait, après débat, que 50 % des mandats à Metz ».

Des critiques et des propositions

En fait, depuis le congrès de Metz, la direction confédérale « a amené le débat sur le terrain de la compétitivité économique, liant la réduction du temps de travail et l'utilisation optimale de l'outil de travail, ce qui n'était tout de même pas explicitement voté au congrès », démontre Daniel Richter.

« Le texte pour le conseil national demande au patronat de s'inscrire

positivement dans le changement », souligne Jean-Pierre Anselme, qui cite un extrait du texte d'orientation de la FGSL (3), fédération particulièrement opposée à tout projet de rupture ouvrant la voie au socialisme : « Nous reconnaissons (...) le rôle aux patrons d'entreprendre et de gérer ; c'est leur boulot. Nous voulons qu'ils aillent de l'avant, innovent, prennent des risques, qu'ils jouent pleinement leur rôle de force sociale sans se réfugier sous le parapluie de l'Etat (...) Nous leur disons : arrêtez cette attitude irresponsable, agissez, organisez-vous, soyez représentatifs, faites des propositions, en un mot construisez aussi un syndicalisme de masse et de transformation. »

A l'évidence, dans le droit fil de l'orientation de Maire, la CFDT abandonne totalement « les propositions du congrès de 1970, celles de 1974, encore précisées en 1977 en réponse à la crise qui était déjà commencée », souligne Serge Roux. « Ces acquis, qui sont l'apport de la CFDT aux débats stratégiques, sont, en les actualisant, une base pour une stratégie alternative à la direction confédérale. »

Dans le même sens, Daniel Richter rappelait qu'« une dynamique de mobilisation est indispensable pour que les éléments pesants de la con-

Le communiqué adopté

Plus de deux cents militants de la CFDT appartenant à quatre-vingt-trois syndicats, répartis dans quatorze régions et treize fédérations, se sont réunis le 11 juin, soit mandatés soit observateurs, sur la base d'un texte intitulé « Pour une autre démarche syndicale ».

Ces militants soutiennent le lancement d'une revue qui entend contribuer à l'avancée du débat pour une réponse alternative à l'orientation confédérale aujourd'hui : tant sur la forme de mobilisation la plus large, notamment contre les mesures d'austérité, que sur les

solutions anticapitalistes à avancer pour changer de logique et aller vers un socialisme autogestionnaire.

Ils appellent l'ensemble des militantes et militants de la CFDT à soutenir la création de cette revue, d'une part, en soutenant financièrement la sortie du numéro zéro.

Une délégation est chargée de rencontrer les structures CFDT ayant exprimé un certain nombre de désaccords avec les orientations confédérales ; cette délégation est également chargée de préparer une nouvelle assemblée à la rentrée.

trainte capitaliste ne soient pas anesthésiants. Cela suppose de lier les revendications et les objectifs de transformation : un tel débat doit être soumis aux travailleurs. Et la CFDT, compte tenu de ses mandats antérieurs, se devait de la poser devant les travailleurs ».

Au contraire, expliquait-il, « tout est fait pour laisser les travailleurs isolés, chacun dans leur entreprise. Et ensuite on présente tel ou tel cas où des mesures de non-compensation des salaires ont été acceptées... Au lieu de se soucier de ne pas laisser isolés les travailleurs face au patronat ». Il rappelle que l'an dernier, on a cherché à culpabiliser les OS de l'automobile en les traitant de « privilégiés » par rapport aux nettoyeurs des sociétés de sous-traitance.

Jean-Paul Raingal (Betor) résumait, montrant qu'il n'y a que deux voies : « Si on ne vise pas la rupture, il ne reste plus que la sou-

mission dans le cadre de la logique du marché. Cela joue pour les revendications, pour l'abandon des objectifs de transformation, et aussi pour la façon dont sont présentés actuellement les "droits nouveaux". »

La conférence de presse se terminait sur une réaffirmation de la nécessité d'un débat ouvert dans la confédération, « que la direction ne pourra pas longtemps éviter parce qu'il est porté par la situation ».

Pierre Rème

1. Auteur, avec Jean-Pierre Anselme, Serge Le Goff, Wally Bodiang et Jean-Paul Raingal, d'une contribution au débat publiée dans « le Monde » du 11 juin.

2. Le parlement de la CFDT, composé de représentants de fédérations ou de régions. Alors que ce sont les syndicats qui votent dans les congrès.

3. FGSL : fédération générale services-livre, actuellement dirigée par Lichtenberger, un ex-gauchiste oh combien repentant !

PAPETERIE CHAPELLE DARBLAY

La direction régionale CFDT contre les travailleurs

Contre le plan de restructuration de la Chapelle Darblay, l'engagement du syndicat CFDT papier-carton de Seine-Maritime ne faisait aucun doute. Mais la presse locale a publié une conférence de presse « de la CFDT » acceptant le plan et se contentant de demander « des reclassements ». En fait, la direction régionale CFDT avait profité de l'absence des dirigeants du syndicat concerné, qui étaient en voyage en Hollande pour s'informer de près sur le projet de reprise par un patron hollandais.

Au retour, le syndicat papier-carton n'a pu publier aucun rectificatif : « On a essayé de faire connaître notre point de vue ; mais chaque fois, les responsables régionaux CFDT ont fait des pressions dans la presse locale pour s'y opposer », expliquait un militant de Saint-Etienne-du-Rouvray, lors de la conférence de presse tenue le 14 juin à Paris.

Le résultat de telles méthodes bureaucratiques est évident : cela fait le jeu de la démobilité.

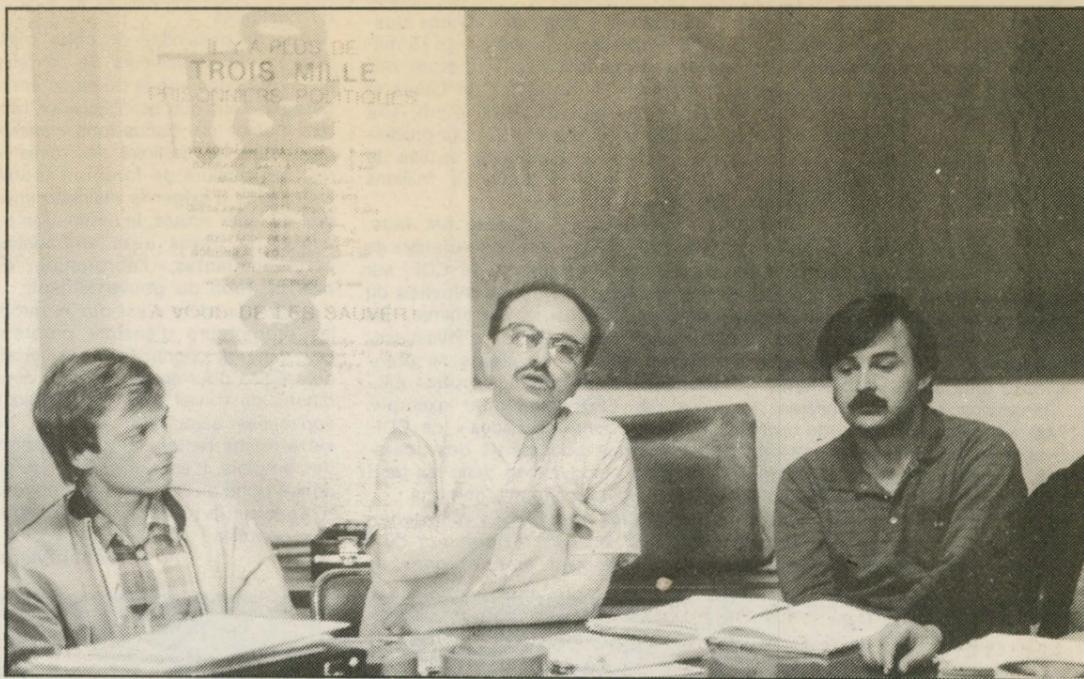
Après la demande de licenciement du permanent de la branche papier-carton (1), décidément le scandale continue ! D'autant que, systématiquement, la représentativité du syndicat est niée. A l'occasion des dernières commissions paritaires à Paris-Normandie, le

secrétaire de la FUC chimie CFDT a voulu s'imposer, à la place des dirigeants du syndicat local. Avec pour motif le fait que, dorénavant, cela dépendait de sa fédération ! Pourtant, seul le prochain congrès de la fédération (FGSL) — qui aura lieu en novembre prochain — est habilité à trancher les problèmes de « réorganisation » de la branche... En attendant, le syndicat local, regroupant à la fois le secteur du livre et celui du papier-carton existe bel et bien !

Faute de vouloir mener les débats d'orientation, tout se passe comme si la direction confédérale donnait à ses dirigeants de fédération et de région la consigne d'écœurer les militants par des méthodes insupportables.

Nous aurons l'occasion d'y revenir, avec les militants des syndicats papier-carton mais aussi au sujet de la sidérurgie, où la direction fédérale a signé un accord sur la réduction du temps de travail pour les postés en 3 x 8 contre l'avis de la quasi-unanimité des syndicats et sections de la branche concernée... P. R.

1. Jean-Pierre Anselme a été « licencié » pour « motif économique » par le bureau de la FGSL (fédération générale services-livre). Voir « Rouge » du 13 mai.



De la SF dans les kiosques

LE succès rencontré par la *Grande Anthologie de la SF* (1) lancée en 1974, incite son éditeur à récidiver avec une série de vingt-quatre volumes dont quatre sont déjà parus. L'excellence des sommaires, la perfection du travail éditorial devraient confirmer cette anthologie dans ce qu'elle prétend être : grande.

Anthologie encore, malheureusement l'une des dernières d'une re-

marquable série, *Un brin de Belladone* : Robert Bloch (2). Le scénariste de *Psychose*, l'auteur de dizaines de nouvelles mêle SF, fantastique, épouvante, humour noir, cynisme macabre. Il mérite bien cet ultime détour, lui qui souffre sans doute de n'avoir pas attaché son nom à un roman reconnu de tous. Tant il est vrai que dans l'esprit du public une poignée de nouvelles ne vaut pas un bon roman.

Anthologie toujours : *l'île du docteur Mort* (3) de Gene Wolfe. Wolfe aurait un statut un peu à part, un peu étrange, dans la SF. Connu, à peine, pour un superbe roman, *la Cinquième Tête de Cerbère* (3), la véritable rencontre avec le public lui vient avec une série de « fantasy » dont *l'Épée du Lixteur* (4) est le troisième et méridien volume. Fantasy pour fantasy c'est plutôt meilleur que l'ennui régressif généralement distillé par cette sous-catégorie de l'imaginaire. Pourtant, mieux que dans ce cycle, c'est dans *l'île du docteur Mort* que l'on mesurera l'im-

mense talent de Wolfe. Son art, multiple, son écriture, haute et égale, sa disponibilité à tout télescopage fictionnel.

Brussolo, un écrivain, certainement. Mais quel gaspillage ! *Le Car-naval de Fer* (4) sort de la même matrice que son roman précédent (qualifié ici de surréalisme de bazar) : une collection de moments sans autre dynamique que celle de leur juxtaposition, une énergie si faible qu'elle se perd dans l'amoncellement des images.

De la même génération, Emmanuel Jouanne est plus productif.

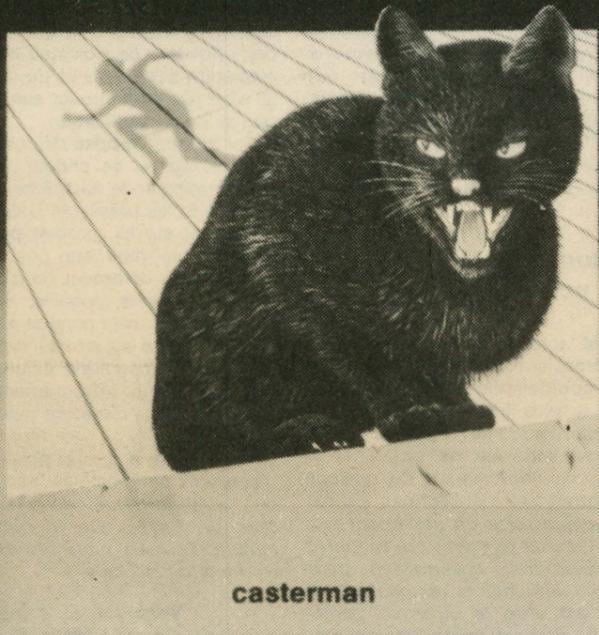
Nuage (3) est une histoire bien ficelée, mais il y a dans cette histoire et dans ce ficelage le poids d'une fiction, la forme d'un récit, l'humour d'une prise à partie de la SF. Mieux et plus que la simple instrumentalisation d'un imaginaire comme toute banal. En deux mots : *Contre l'Infini* (4) de G. Benford. C'est très bien, C'est de la SF !

Piotr Gourmandisch

1. Livre de poche
2. Casterman
3. Laffont-Ailleurs et Demain
4. Denoël-Présence du futur

un brin de belladone : Robert Bloch

douze récits de fantastique, de science-fiction et de terreur choisis et présentés par Jacques Chambon



casterman

..et du polar

EH bien, pour l'été, pas de choses étonnantes. Dans les « classiques français », un San Antonio, comme d'habitude, *Morpion-Circus*. Il faut aimer ! Deux G.J. Arnaud au Fleuve noir aussi, *le Milliard des émigrés* : la droite française prépare sa revanche et se renforce financièrement par le trafic de drogue ; *les Rescapés du Salvador*, où l'on voit les envoyés d'Amnesty International aux prises avec CIA et fascistes locaux.

« Classiques américains » : deux Robert Bloch, un génial, *l'Eventreur* (Fleuve noir-Engrenage), le narrateur se croit l'Eventreur, l'est-il ? L'autre : des nouvelles fantastiques, *le Démon noir* (Clancier-Guénaud), à réserver aux amateurs et érudits.

Un bouquin sensationnel au Masque, mais oui, le 1714, *Ah, quelle famille*, de Robert Barnard, essayiste, spécialiste d'Agatha Christie, qui nous donne ici une sorte de pastiche de Mme Christie, détourné soumoisement vers le scabreux hilarant, le pied !

Liquidons les reprises : Carré noir, J'ai lu et Presses de la cité nous en fournissent des bonnes. McBain, Peter Cheyney, Ellery Queen, Pat MacGeer, la femme antiféministe, Ben-

Benson, John D. McDonald, tout ça est fort convenable. Mention spéciale au programme de reprises dirigé par Zylberstein en 10-18 : ça va de Brautigan (*Un privé à Babylone*, polar « nouveau roman », curieux) au grand Chesterton (*la Clairvoyance du Père Brown* était introuvable, et c'est de là qu'est né tout J.D. Carr !), de la Chine ancienne (*Meurtre à Canton*, de Van Gulik) au ghetto moderne (*On soupçonne le rabbin*, de Harry Kemelman) ou à l'histoire d'Angleterre (*la Fille du temps*, de Josephine Tey : est-ce vraiment Richard III qui a tué les enfants d'Edouard ?).

Les derniers Série noire (1909 à 1914) sont tous anglo-américains. Aucun mauvais, aucun génial. *Chèque au flingueur* d'Adam Kennedy, est politique fiction, *Après vous mon prince*, de John Pearson, se passe à Rome et *Corrida dans le métro* (David Serafin) à Madrid, *Elle a du chou* (Robert Leigh) et *La mort tourne en rond* (Chris Wiltz) sont de la bonne série et *Petit papa pourri* (Joseph Hansen) ramène sympathiquement son privé homo.

Côté français, faut aller chez Denoël, où Pierre Pelot nous épouvante bien dans *la Nuit sur terre*, et où Jacques Serguine, avec *les Jeunes*

Parques, fait une intrusion intéressante mais ratée dans le polar. Faut aller au Masque avec Tanugi, *le Jeune Homme assassiné*, polar classique bien ficelé. Faut surtout aller au Fleuve noir-Engrenage : *Prunelle Blues* d'Otmezguine pour l'ambiance pied-noir faubourg Montmartre ; *Mort d'un fauve*, de Virginie Brac, pour la consommation courante ; *A tueur, tueur et demi* de Peter Guth, pour l'agréable sous Robert Bloch ; *Sang dessus-dessous*, de Frédérique Lemaire, pour l'idée du réseau téléphonique.

Et deux grands bouquins : *la Tenue léopard*, de Pierre Siniac, sorte d'hommage aux badernes qui sonne comme une réponse à Amila (*les Hurlus*). *Je suis un soir d'été*, de Hugues Pagan, troisième bouquin du wonderboy de la collection, splendidement écrit, émouvant et déchirant sur un thème classique (ex-flic désabusé aux prises avec réseau et pouvoir, grand amour désespéré là-dessus...). Faut oser le faire, faut savoir l'écrire. C'est encore plus beau que *la Mort dans une voiture solitaire*, qui révéla Pagan. Ça fait oublier la parenthèse ratée, l'incursion dans l'humour que fut *l'Eau du bocal*. Ça prouve que Pagan est bien génial, quoi.

Paul-Louis Thirard

La LCR pense à vos vacances d'été

4 stages de formation

Cet été, dans un cadre agréable et de bonnes conditions de travail, consacrez une semaine à la formation politique.

Alors qu'en cours d'année, nous le savons tous, il est difficile de consacrer du temps à la lecture et à la formation politique, la période d'été est plus favorable. Participer à un des stages d'été que la LCR organise depuis des années est la formule la plus efficace — et la plus sympathique ! — pour acquérir ou renforcer sa formation politique.

Il est possible de venir en famille, une crèche-garderie est organisée pour les enfants durant les sessions de formation. Des temps de détente et de lecture sont prévus...

CET été, comme les années précédentes, la LCR organise des stages de formation politique élémentaire. Ces stages sont ouverts aux camarades sympathisants de la LCR, lecteurs de *Rouge*, toutes celles et tous ceux qui sont intéressés par la politique défendue par la LCR.

• Voici quelques-uns des thèmes traités :
— les enjeux de la situation politique actuelle
— la crise du capitalisme
— le mouvement ouvrier :

classe, syndicats et partis
— la social-démocratie et le PS
— le stalinisme et le PCF
— la lutte des femmes contre leur oppression
— internationalisme et Internationale
— la révolution en Amérique centrale
— la révolution politique dans les pays de l'Est.

• Comment on travaille dans ces stages ?
— des exposés en assemblée générale
— des discussions en petits

groupes pour permettre d'approfondir les thèmes abordés
— des « commissions à la carte » pour débattre d'autres sujets que ceux prévus dans le programme

— des heures de lecture, de détente et de loisirs...

Les stages se déroulent dans le Midi, dans la grande région de Toulouse. Le logement se fait en chambres de 2, 3, 4 places. Il est possible de venir en famille. Chaque stage commence le samedi à 19 h avant le repas et se ter-

mine le samedi suivant dans l'après-midi.

Le prix est de 700 F tout compris (pension complète et matériel de formation). Une crèche-garderie est organisée durant les sessions de formation du matin et de l'après-midi. Le prix pour les enfants (lit et repas) est de 350 F.

Pour tout renseignement complémentaire, appeler le 8 59 23 00.

• Les dates des stages :
Stage n° 1 : du 16 au 23 juillet
Stage n° 2 : du 23 au 30 juillet
Stage n° 3 : du 30 juillet au 6 août
Stage n° 4 : du 6 au 13 août.

• Pour s'inscrire :
Il suffit de remplir le bulletin ci-contre et d'y joindre 200 F d'arrhes, soit en liquide, soit en chèque à l'ordre de la LCR, ainsi qu'une enveloppe timbrée à votre adresse.

Renvoyez le tout à :
LCR FORMATION ETE 83
2, rue Richard-Lenoir
93 108 Montreuil

A REMPLIR

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Profession : _____

Lieu d'emploi : _____

Syndicat : _____

Responsabilité syndicale : _____

Stagiaire à la LCR : _____ Age : _____

en contact avec la LCR : _____ Sexe : _____

sans contact avec la LCR : _____

Numéro du stage choisi :

Je viens avec enfant(s), âgés de : _____

• j'ai en voiture et je dispose de _____ place(s)
• si c'est possible, j'aimerais profiter d'une place en voiture
• on peut me téléphoner
au n° _____
de _____ h à _____ h

POLOGNE

Solidarnosc vit et résiste

Exclusif

● De notre envoyée spéciale à Varsovie

DANS le passage souterrain sous le rond-point de la rue Marszałkowska, haut lieu du commerce à la sauvette, des miliciens vérifient le contenu des sacs de deux jeunes. A première vue, cela ressemble à un contrôle routinier du marché noir. Mais en s'attardant quelques minutes de plus, une chose frappe : aucun des nombreux revendeurs n'est inquiet, par contre les flics interpellent systématiquement les jeunes porteurs de sacs ou cabas de gros gabarit... Un jeune couple qui passe près de moi conclut : « Ils cherchent encore la presse », avant de s'éclipser promptement.

Répression quotidienne. Celle à laquelle la majorité des passants ne fait sans doute même pas attention. Celle qu'on ne voit pas, mais dont seule la télévision rend compte régulièrement, en annonçant le « démantèlement d'un groupe antisocialiste à la solde de l'étranger ». Propos qui contredisent — sans que les responsables de la propagande en soient le moins du monde gênés — les commentaires quotidiens des médias officiels sur les avancées successives dans la voie de la « normalisation ».

Pourtant, Varsovie n'a nullement un aspect de ville en état de siège. Dans les rues, la présence policière est devenue plus discrète. Mais discrète ne veut pas dire inefficace. On sent la répression lorsque, discutant calmement avec un militant de Solidarnosc, on voit son expression changer, une tension apparaître, dès qu'un coup de sonnette retentit à la porte. On s'y trouve confronté quand, cherchant à rencontrer des connaissances, on s'entend dire : « Non, elle (ou il) n'est pas là... Cela fait un mois qu'elle (il) est en prison... » On la partage enfin quand, au cours d'une discussion avec un ancien interné, on le voit avouer : « Tu sais, on est tous fatigué ; cette double vie, la tension qu'elle implique, le harcèlement continué par les flics, qui viennent chaque semaine inspecter ton appartement ou ton casier à l'usine... Parfois on n'en peut plus, on n'arrive que difficilement à se retenir d'une in-

sulte à agent dans l'exercice de ses fonctions'... »

« Solidarité avec un petit "s" »

Face à cette répression, pourtant, comme aux premiers jours de l'état de guerre, un véritable bouclier d'entraide et de soutien se lève dans toutes les couches de la population. Ce que tout le monde appelle « la solidarité avec un petit "s" », et que la junte n'arrive pas à détruire, est un phénomène vraiment massif. En cas d'arrestation, les voisins prennent en charge les familles de ceux qui sont tombés, les camarades de travail se cotisent spontanément pour assurer leur salaire à ceux qui ont été licenciés, les voisins d'escalier vous préviennent qu'à tel étage la milice est dans un appartement...

Ceux-là mêmes qui collaborent avec le régime, et qui sont mis au ban par leur entourage, se proposent souvent spontanément de vous aider à obtenir une visite supplémentaire à la prison, à faire passer un colis alimentaire, à régler telle ou telle formalité administrative. « C'est comme sous l'Occupation, chaque salut cherche à avoir "son juif", qui pourra garantir qu'il était un homme intègre », explique une ancienne de la MOI (Main-d'œuvre immigrée, partie prenante de la Résistance) de France, active aujourd'hui dans les réseaux de soutien aux victimes de la répression.

Car les mois d'activité légale de Solidarnosc, puis les arrestations massives et le couvre-feu imposé après le putsch, ont laissé une empreinte durable sur la société polonaise. « L'immense différence avec la situation d'avant août 1980, me dit un militant ouvrier, c'est qu'aujourd'hui, dans la boîte et aussi dans l'immeuble, chacun connaît chacun : on sait qui pense quoi et sur qui on peut compter et de qui il vaut mieux se méfier. Dans la boîte, l'atomisation des travailleurs, c'est un passé révolu. »

Dans les entreprises

Et le syndicat Solidarnosc, que devient-il ? Les manifestations de

masse, les grèves mêmes ne sont que la partie visible de l'iceberg. J'ai voulu savoir ce qu'il en était de l'activité quotidienne.

« Le fonctionnement de l'organisation syndicale clandestine diffère d'une région à l'autre, d'un secteur à l'autre, explique un cadre régional de Solidarnosc. Dans certaines régions, le nombre de cotisants peut aller jusqu'à 40-50 % de ce qu'il était avant le 13 décembre 1981. Ailleurs, comme dans la région minière de Haute-Silésie où la répression est la plus féroce et où le choc a été le plus brutal, les commissions syndicales clandestines d'entreprise sont squelettiques, voire inexistantes. Il y a aussi une grande différence entre les branches : partout où les travailleurs sont très concentrés, le syndicat tient bien. Dans certaines très grandes entreprises, le nombre de cotisants atteint 70 % de ceux qui étaient inscrits à Solidarnosc en 1981. Là où, par contre, les travailleurs sont moins nombreux (dans les administrations, les petites entreprises), et là où les conditions de travail impliquent un isolement, le syndicat n'a souvent pas réussi à se relever du coup reçu. »

Les TKZ (commissions syndicales clandestines d'entreprise) sont les structures de base du syndicat. Elles éditent souvent des bulletins d'entreprise, collectent les cotisations, gèrent les fonds d'entraide. « Autant dans les mois qui ont suivi le coup d'Etat, explique un militant, notre activité était essentiellement tournée vers des actions dont le but était de manifester de façon spectaculaire l'existence de Solidarnosc par des arrêts de travail, l'organisation des manifestations et la propagande générale, autant actuellement, et pas seulement chez nous, mais dans la plupart des régions, l'accent est mis en premier lieu sur un travail organique à long terme. Nous assurons tous les services statutaires du syndicat (prêts sans intérêts pour les syndiqués, aides en cas de naissance ou de décès dans la famille d'un militant, aides pour ceux qui ont été victimes de la répression...). Si nous ne pouvons souvent pas empêcher un licenciement ou une brimade, nous pouvons par contre assurer à celui qui en est la victime une aide telle que la sanction perd tout son effet. Et cela c'est une victoire. Elle n'est pas forcément obtenue par la lutte, mais la lutte n'est qu'une des formes de solidarité ouvrière, pas la seule. »

Grâce à cela, l'organisation syndicale est devenue un élément durable dans l'entreprise : « Quand il est ap-

paru clairement que la dictature militaire n'était pas une simple péripétie, mais qu'elle risquait de durer, que son renversement demandait une longue préparation, quand Solidarnosc s'est montré incapable d'empêcher les attaques frontales du pouvoir contre les acquis des travailleurs, il y eut un flottement et ceux qui recherchaient des solutions individuelles sont devenus plus nombreux. Des camarades nous disaient : "A quoi bon prendre des risques, faire des grèves, si les autres non seulement ne cèdent pas, mais renforcent la répression, licencient sans cesse de nouveaux travailleurs, baissent nos salaires, nous déplacent comme des pions d'un poste à l'autre, d'un atelier à l'autre." »

« C'est de là, ajoute-t-il, qu'est née la nécessité de développer la fonction sociale du syndicat — les caisses d'entraide, l'organisation des vacances pour les syndicalistes et leurs familles... Et nous voyons aujourd'hui ceux-là mêmes qui commençaient à se retirer revenir, organiser autour d'eux leurs camarades, car ils sentent que le syndicat est utile et nécessaire, que les risques encourus valent la peine. »

La coordination des activités

C'est autour de telles tâches immédiates, concrètes, que le besoin d'une coordination des TKZ s'est fait sentir le plus fortement.

Ainsi, dans une région dont on m'a demandé de ne pas citer le nom, une coordination de quelque 170 entreprises a été formée. « C'est en quelque sorte un parlement ouvrier. C'est là que sont prises toutes les décisions importantes pour l'avenir du syndicat régional. C'est là qu'est élue la direction quotidienne, plus restreinte, qui est responsable devant les représentants des TKZ, explique un militant. Cette réorganisation nous a permis en particulier d'assurer une meilleure circulation des bulletins syndicaux et d'enrichir le journal régional. Par ailleurs, elle permet l'organisation d'actions d'ampleur comme la préparation des vacances en commun avec les paysans et en lien avec d'autres régions. Cette année, dix mille familles pourront bénéficier des vacances organisées par Solidarnosc dans la région, et nous espérons, dans l'avenir, pouvoir étendre ce service à tous les syndiqués. »

Mais la coordination nationale entre les diverses régions, malgré les progrès accomplis, reste insuffisante. C'est pour pallier ces difficultés qu'à l'initiative de l'aciérie Lénine de Cracovie, un réseau national de grandes entreprises se met actuellement en place. « Il ne s'agit pas d'une autre direction nationale, mais d'une structure de coordination des TKZ des bastions de Solidarnosc, qui pourra pallier les actuelles difficultés de coordination du syndicat et renforcer le travail de la TKK (direction clandestine). Par ailleurs, c'est seulement une telle structure qui sera capable d'assurer la préparation de la grève générale et sa direction quotidienne », explique un travailleur dont l'entreprise est active au sein du « réseau ».

Il n'est pas facile d'avoir une vue précise de la situation de Solidarnosc aujourd'hui. Les différences entre les entreprises, entre les régions, sont très grandes. Il serait naïf de croire que, quelle que soit la haine que ce régime inspire à la quasi-totalité des citoyens, sa politique de différenciation sociale (1) et de vie chère (2) n'ait pas eu d'impact sur la conscience de la population.

Par ailleurs, la prise de conscience que ce régime ne cédera ni ne se démocratisera de lui-même, quelles que soient les pressions sociales qui s'exercent sur lui, produit parmi les militants un repli sur une activité concrète, au détriment de la recherche de solutions globales. Mais paradoxalement, cela conduit à un renforcement des structures syndicales d'entreprise, condition incontournable pour qu'un affrontement d'ensemble avec la dictature puisse être victorieux.

Un militant, à qui j'ai posé le problème des perspectives, m'a répondu : « Aujourd'hui, nous sommes tous persuadés que la lutte sera longue. Et nous nous réorganisons en fonction de cela. »

Varsovie, le 8 juin 1983
Mary Blotnicki

1. Différenciation particulièrement forte entre les différentes branches industrielles : en 1982, le salaire moyen dans l'industrie était officiellement de 12 300 zlotys, mais dans les mines le salaire moyen s'élevait à 24 550 zlotys, alors qu'il n'était que de 9 310 dans l'habillement... Et il s'agit là de moyennes, qui voilent les écarts — importants — au sein de chaque branche (selon le petit annuaire statistique de 1983).

2. L'indice des prix officiel fait état d'une augmentation des prix alimentaires de 259,1 % en 1982, et d'une augmentation des prix du chauffage de 340,5 %... par rapport à l'année précédente.

Dans les entreprises, le travail syndical de Solidarnosc continue. Le syndicat est devenu un élément durable.



Manifestation organisée par Solidarnosc le 1^{er} Mai 1983 à Gdansk.

